

La voix de l'opposition de gauche

Le 12 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

La devise du régime ploutocratique de Macron.

La guerre, c'est la paix
La liberté, c'est l'esclavage.
L'ignorance, c'est la force.

La nôtre.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.
Prolétaires du monde entier, unissez-vous !
Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

PREMIERE PARTIE

Pour éviter le désert sentimental... et politique.

- On naît seul, on vit seul, on meurt seul. C'est seulement à travers notre amour et l'amitié que l'on peut créer l'illusion momentanée que nous ne sommes pas seuls. Orson Welles

Cela dit, il existe certaines illusions dont on ne peut pas se passer dans la vie ou qui présentent des avantages, toutes ne sont pas nuisibles. Malheur à ceux qui n'en ont pas conscience ! En politique, elles sont criminelles ou mortelles, pour l'avoir ignoré voyez le prix qu'on en paie aujourd'hui et on est loin d'avoir réglé l'addition.

Pourquoi nous ne sommes pas de gauche : Sans révolution politique et sociale, pas de changement de régime.

« Le mot de gauche a donc un contenu certain. Mais ce contenu signifie d'abord non-révolutionnaire. » - Dionys Mascolo

J'ignore qui est Dionys Mascolo.

Qui refuse de recourir aux moyens existant pour atteindre un objectif ne partage pas cet objectif ou combat pour un autre objectif, et quand cet objectif est invouable, il recourt à un subterfuge pour le camoufler et se faire passer pour ce qu'il n'est pas. Il en va ainsi des gens qui se disent de gauche, républicain, démocrate, libre penseur, en réalité ils sont de droite et réactionnaire.

Au lieu d'attendre que les événements se précipitent pour qu'ils se démasquent eux-mêmes, vaut mieux sans attendre les caractériser pour ce qu'ils sont ou savoir à qui on a affaire, cela évitera de leur ressembler plus tard ou de tomber dans les pièges qu'ils vous tendront pour vous corrompre. Les faux amis sont plus dangereux que nos ennemis, vaut mieux le savoir que de l'apprendre à nos dépens.

Si un comédien peut faire l'affaire, pourquoi pas les travailleurs ?

Rompu aux spectacles humoristiques et aux réseaux sociaux, un comédien, Volodymyr Zelensky, favori inattendu des sondages pour la présidentielle en Ukraine.

Alors que beaucoup s'interrogent sur sa capacité à diriger une ex-république soviétique de 45 millions d'habitants confrontée à un conflit armé et à une situation économique très difficile, M. Zelensky assure se préparer.

"Oui, je n'ai pas d'expérience" mais "j'ai suffisamment de forces et d'énergie. Bien sûr que je n'ai pas toutes les connaissances, mais je suis en train d'apprendre (...) Je ne veux pas avoir l'air d'un imbécile", martèle-t-il. "Il y a des gens qui souhaitent m'aider et je pense qu'on y arrivera", estime l'acteur, qui a consulté ses dernières semaines de nombreux experts ukrainiens dont des militants anticorruption et plusieurs ex-ministres réformateurs. (Source : AFP 6 mars 2019)

A bas la transition écologique, vive la transition socialiste !

Ne serait-ce pas le dominé qui subit "*la fin de mois*" difficile qui menacerait le dominant qui craint "*la fin du monde*" ou de ses privilèges ?

Le pire est à venir et annoncé :

- Macron veut aller « *plus fort, plus vite et plus loin* » dans la transition écologique. - franceinfo 07.03

Révéléateur.

Le retour de l'ISF, comment, taxer les plus riches, mais mon cher monsieur vous n'y pensez pas, c'est "*démagogique*"*, "*contre-productif*", "*inefficace*", bref, quelle horreur ! L'Assemblée nationale s'y est opposée, ouf !

* LREM.

Le déni permanent en guise de réalité.

- "Gilets jaunes": Macron réfute le terme de "répression" - AFP 07.03

Abattons-le !

- Davantage de loups pourront être abattus, promet Macron - AFP 07.03

Voilà où ces cinglés en sont rendus.

- Qu'est-ce que c'est un golden shower?

Réponse : L'acte sexuel consistant à uriner sur son partenaire homosexuel. (franceinfo 07.03)

Les médias ont cru bon d'attaquer le président brésilien Jair Bolsonaro, non pas parce qu'il est d'extrême droite, non pas pour avoir osé diffuser sur Twitter une vidéo du carnaval de Rio où une telle scène s'était produite, mais parce qu'elle portait atteinte à cette "gigantesque fête populaire". Comprenez que, pour que le peuple puisse supporter son triste sort, il faut qu'il se distraie...

- Arlèn, première Chilienne transgenre dans une école de filles - AFP 06.03

Comme la plupart des élèves au Chili, Arlèn Aliaga reprend le chemin de l'école ce mardi à Santiago. Mais pour elle, cette journée marque la fin d'une longue lutte. Elle est la première élève transgenre à obtenir la permission d'étudier dans un lycée de filles. AFP 06.03

Il est bon que l'on sache que le régime chilien est progressiste envers 0,01% des Chiliens... pour oublier qu'il est réactionnaire envers le reste du peuple.

Mais pas les LBD, les licenciements, les expulsions, les missiles...

- Après l'Assemblée, le Sénat veut lui aussi bannir la fessée - AFP 06.03

On peut élever les enfants sans les frapper ni les humilier: c'est le message qu'a voulu faire passer le Sénat en adoptant mercredi, au terme d'un débat nourri, en première lecture, une proposition de loi visant à "lutter contre les violences éducatives ordinaires". AFP 06.03

Totalitarisme. La force, c'est le droit, la démocratie, la liberté.

- Epinglée par l'Onu, la France réplique sur l'usage de la force - Reuters 7 mars 2019

"J'ai beaucoup de respect pour l'Onu mais je voudrais rappeler à tout le monde que nous sommes un Etat de droit, que quand il y a une plainte, elle est instruite", a déclaré le Premier ministre sur BFM TV. "Qu'il faudra expliquer à Mme le Haut commissaire (de l'Onu aux droits de l'Homme Michelle Bachelet-NDLR) l'ensemble des faits et notamment l'extrême violence qui s'est déchaînée sur les forces de l'ordre, ou sur des biens privés, parfois sur des symboles de la République".

"On n'a pas attendu le Haut commissaire de l'Onu pour faire toute la lumière sur l'ensemble des faits dès lors qu'il y a des plaintes", a-t-il ajouté. "J'aime beaucoup entendre les conseils du Haut commissaire mais je rappelle qu'en France on est dans un Etat de droit et que la République à la fin elle est la plus forte".

...le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux qui a assuré à la mi-journée que la France suivrait les recommandations de l'Onu tout en s'"étonnant" de se retrouver sur la même liste que le Venezuela ou Haïti. Reuters 7 mars 2019

LVOG - Traduire : Nous ne sommes pas un Etat de droit, et quand il y a une plainte, elle n'est pas instruite ou elle est classée sans suite ; Il faudra expliquer à Mme le Haut commissaire (de l'Onu aux droits de l'Homme Michelle Bachelet-NDLR) l'ensemble des faits et notamment l'extrême violence que les forces de l'ordre ont déchaînée sur les manifestants ; En France la République ploutocratique à la fin est la plus forte.

Macron : Quelles «violences policières», quelle «répression» ?

- Les tirs de LBD face aux gilets jaunes ont littéralement explosé - Le HuffPost 11.03

On savait que le nombre de tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) avait explosé en réponse à la contestation inédite des gilets jaunes. On sait désormais avec précision dans quelles proportions et elles sont éloquentes.

Le Sénat, qui examinait une proposition de loi communiste réclamant l'interdiction des LBD, a publié ce lundi 11 mars le rapport de la sénatrice LR, Jacqueline Eustache-Brinio, censé éclairer la commission des Lois de la Chambre haute. Or, ce rapport dévoile pour la première fois des statistiques précises, obtenues auprès du ministère de l'Intérieur et de l'IGPN, sur l'évolution de l'usage très controversé des LBD tant par les forces de police (tous services confondus) que par la gendarmerie.

On y découvre notamment que le LBD, présenté par le gouvernement comme une arme non-létale classique destinée au maintien de l'ordre, n'avait jamais été employé à une telle fréquence par le passé. Déployés à grande échelle dans le cadre des manifestations de 2016 contre la loi Travail de la ministre de l'époque Myriam El Khomri, les tirs de LBD ont connu une accélération impressionnante en 2018, essentiellement lors du dernier trimestre de l'année, marqué par la crise des gilets jaunes.

Le nombre de tirs effectué par les seuls services de police est passé de 3814 en 2014 à 6604 en 2016. Un chiffre multiplié par trois en 2018 avec pas moins de 19.071 tirs effectués par les différents services de police.

S'appuyant sur des données de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), qui enquête sur les cas de violences policières liées notamment à l'usage des LBD, la sénatrice pointe que, sur la seule période de crise des gilets jaunes, allant du 17 novembre 2018 au 5 février 2018, la police a effectué 13.460 tirs tandis que la gendarmerie en réalisait près d'un millier. Soit plus des deux tiers du volume constaté pour la seule année 2018 en l'espace de trois mois.

Jedi dernier, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nuñez avait évoqué devant le Sénat "13.095 tirs de LBD depuis le début du mouvement", et 83 enquêtes en cours concernant des tirs de cette arme controversée.

Autre confirmation apportée par le rapport sénatorial, ce sont bien les services de police et non les gendarmes qui ont eu le plus recours à cette arme non-létale pendant les trois mois de crise. Deux explications sont mises en avant. La première concerne la géolocalisation des manifestations des gilets jaunes, qui ont eu lieu essentiellement en milieu urbain, terrain de prédilection des compagnies républicaines de sécurité.

Autre facteur décisif, l'immense majorité de ces tirs ont été le fait d'unités de police non spécialisées dans le maintien de l'ordre qui ont été déployées sur le terrain "à des fins judiciaires ou de renseignement". Selon le rapport, ces unités seraient à l'origine de 85% des tirs effectués sur les trois derniers mois.

La présence sur le terrain de ces unités avait été pointée du doigt par les détracteurs du LBD pour expliquer le caractère alarmant des blessures graves subies par certains manifestants après des tirs au visage, pourtant expressément bannis par le protocole officiel de la police nationale.

Le rapport sénatorial n'établit pas toutefois de lien de causalité direct entre la nature des unités de police à l'origine des tirs et les blessures infligées. Il précise en revanche que ce recours "massif" aux LBD s'est accompagné d'une "augmentation du nombre de plaintes pour blessures", affichant le nombre de 56 plaintes déposées contre les seules forces de police, contre une seule pour la gendarmerie. En séance, la présidente du groupe CRCE, Eliane Assassi, avait avancé la semaine dernière les chiffres de "206 blessures à la tête dont plusieurs dizaines liées à des tirs de LBD", et "22 personnes éborgnées par ces tirs". Le HuffPost 11.03

- Passants matraqués, femmes frappées... - Sputnik 11.03

Lors de l'acte 17 du mouvement des Gilets jaunes, des policiers (BAC) ont violenté à Lille des manifestants, y compris des femmes, en les frappant à coups de pied et de matraques ainsi qu'en les aspergeant de gaz lacrymogènes au visage. L'une des victimes a expliqué ce qu'il s'était passé sur Facebook.

«À la fin de la manif on se retrouve dans le vieux Lille direction la voiture, des manifestants sur notre route, la BAC charge, il frappe un copain qui est devant nous, on s'approche, le copain a réussi à partir!», a raconté sur Facebook l'un des manifestants frappés avant d'expliquer ce qu'il s'était passé ensuite.

«On trouve une dame avec son fils plaqués au sol, menottes aux poignets et choqués!», poursuit-il. On voit sur la vidéo que la BAC a gazé cet internaute racontant la scène, ainsi que sa femme qui était venue prendre sa défense.

La scène étant filmée, il a décidé d'aller déposer une plainte au commissariat. Néanmoins, celle-ci a été refusée car elle relevait de la compétence de l'inspection générale de la Police nationale (IGPN), a expliqué le manifestant.

Il a ajouté qu'à la sortie du commissariat, le couple a été apostrophé par des policiers de la BAC puis insulté, aspergé de gaz lacrymogène au visage et matraqué «juste devant la porte du commissariat».

Il a été blessé à la jambe par des coups de matraque et a publié une photo de ses blessures.

Le couple est ensuite allé à l'hôpital pour passer des examens. Il indique que sept jours d'ITT ont été prescrits à sa femme suite aux coups reçus dans les genoux. Sputnik 11.03

- Gilets jaunes: une vidéo montre un manifestant matraqué à terre - Le HuffPost 10.03

Une vidéo tournée samedi 9 mars lors de la manifestation régionale des gilets jaunes organisée à Quimper, montre un manifestant à terre, frappé à de multiples reprises à coups de matraque par un gendarme mobile.

Visionnée plus de 640.000 fois sur les réseaux sociaux, cette vidéo montre les forces de l'ordre qui semblent vouloir évacuer d'un pont un gilet jaune au moment où des heurts éclatent en fin de manifestation, le frappant à deux reprises à la tête, puis sur les doigts, avec des jets de grenades lacrymogènes en arrière plan.

Mais le jeune homme, prénommé Max, se plaque sur la rambarde du pont et s'y accroche. Un gendarme le frappe alors avec une matraque sur le dos à au moins 9 reprises, entouré de deux autres gendarmes dont un maintient sa tête, avant de s'en aller.

Selon Lionel Botorel, le "street médic" qui a filmé la scène, le gilet jaune, qui n'a pas été interpellé, avait déjà reçu une balle de LBD (lanceur de balle de défense) dans le visage lors de la manifestation quimpéroise du 17 novembre.

"Ce n'était pas lui qui était visé par la charge des gendarmes, mais des personnes qui se sont enfuies en courant. Max s'est fait attraper par la deuxième charge, les gendarmes l'ont matraqué assez violemment, ça a duré au moins 45 secondes", raconte le "street medic" de 37 ans, qui était sur place depuis une vingtaine de minutes avant de filmer la scène. La charge a probablement été provoquée, selon lui, par une bouteille jetée sur les forces de l'ordre de ce côté de la rivière "qui ne venait pas de Max".

"Je lui ai soigné un énorme hématome au niveau du mollet, du côté droit de la tête, des saignements au nez et au niveau du cuir chevelu. Ils lui ont aussi mis le doigt dans les yeux", poursuit le vidéaste, ajoutant qu'un gendarme avait également "craché dans la chaussure du 'gilet jaune' avant de la jeter à l'eau". Le HuffPost 10.03

- Un policier à un reporter visé par des grenades: «Pourquoi tu vas pas en Corée du Nord?» - Sputnik 11.02

Lors de l'acte 13 à Toulouse, un policier en civil a été filmé en train de donner une réponse inattendue à trois journalistes qui se plaignaient d'avoir été ciblés par des grenades de désencerclement lorsqu'ils étaient accroupis, loin des manifestants. Il leur a proposé d'aller en Corée du Nord. L'un des photographes affirme avoir été blessé.

Les trois journalistes, Valentin Belleville, Ulrich Lebeuf qui travaille pour Libération et Eric Lerbret, affirment avoir été visés «délibérément» par les forces de l'ordre lors de l'acte 13 des Gilets jaunes à Toulouse. Selon les photo-reporters, en dépit du fait qu'ils étaient isolés et facilement identifiables, la police a toutefois jeté deux grenades dans leur direction blessant M.Belleville. Ce dernier a par la suite fait une publication sur Facebook avec les détails de l'incident.

Peu après le déroulement des faits, l'un des reporters s'est approché d'un policier de la brigade anti-criminalité (BAC) pour lui demander des explications. La réponse qu'il avait entendue s'avérait pourtant peu commune. Filmée par NFCA média, ce dialogue a été ensuite diffusé sur Facebook.

?«Tu crois que c'est normal, on est trois journalistes isolés» pendant la manifestation des Gilets jaunes, dit un journaliste au policier de la BAC.

«Fallait pas s'isoler», répond ce dernier.

Et d'ajouter:

«Et quand on est avec les manifestants, on se fait taper dessus c'est pareil.»

«Ça fait 20 ans que je fais ce métier, je fais de la zone de conflit», lui rétorque le journaliste.

«Pourquoi tu vas pas en Corée du Nord?», finit par dire le fonctionnaire.

«Je parle pas de ça. On est trois isolés, identifiés, on prend deux grenades de désencerclement. Et j'ai un mec qui est blessé», souligne le reporter.

Selon les médias français se référant aux trois journalistes, ces derniers ne comprennent toujours pas pourquoi les policiers s'en sont pris à eux. Ils ont déjà fait une déclaration à l'IGPN et vont déposer une plainte. Sputnik 11.02

- «Ça a été terrible à Rennes»: une Gilet jaune matraquée par un policier - Sputnik 22.01

La manifestation des Gilets jaunes, samedi dernier à Rennes en présence de quelque 2.000 personnes, a été marquée par des heurts violents. Selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, une Gilet jaune a été frappée «gratuitement» en pleine tête par un policier.

Une des nombreuses vidéos postées le week-end dernier, au lendemain de l'acte 10 des Gilets jaunes, serait révélatrice des violences policières dénoncées à plusieurs reprises par de nombreux manifestants lors des mobilisations.

La vidéo, devenue virale, montre une femme en gilet jaune frappée au casque d'un coup de matraque par un policier. La scène est authentique, ont confirmé à 20 Minutes la manifestante en question et le vidéaste.

«Un policier qui met un coup de matraque gratuitement en pleine tête à un Gilet jaune déjà maîtrisé et qui n'opposait aucune violence», informe la vidéo.

Contactée par la rédaction de 20 Minutes, la femme en question, Soizic, a découvert la vidéo sur les réseaux sociaux quand elle est rentrée chez elle.

«J'ai un peu mal au crâne mais je n'ai rien eu heureusement, c'est le casque qui a tout pris. En revanche, j'ai des hématomes un peu partout. [...] Ça a été terrible à Rennes, ce n'est pas la première fois que je manifeste mais en décembre ce n'était pas du tout violent comme ça l'était là», a-t-elle indiqué.

Le 19 janvier, toujours à Rennes, un autre manifestant a reçu derrière la tête un coup de matraque asséné par un policier. Selon lui, au moment de l'agression, il «souhaitait récupérer quelqu'un par terre». Sputnik 22.01

Totalitarisme. Intimidation. Ils ont privatisé la liberté d'expression et la justice.

- Castaner porte plainte contre une affiche d'un syndicat CGT - Le Parisien 06 mars 2019

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a porté plainte contre le syndicat Info'Com-CGT en raison d'une affiche diffusée par ce dernier après l'interpellation en décembre de lycéens à Mantes-la-Jolie (Yvelines).

Les images de cette interpellation montrant des rangées de dizaines d'élèves à genoux, les mains sur la tête, placés sous la surveillance de policiers casqués, armés de matraques et de boucliers, avaient suscité de vives réactions.

Branche de la CGT dédiée aux salariés de l'information et de la communication, Info'Com-CGT avait publié trois jours plus tard, le 9 décembre, une affiche montrant une personne en tenue de policier foulant aux pieds un ours en peluche ensanglanté avec pour légende : « Touchez pas à nos enfants ! »

L'affiche, ajoute le syndicat, constitue « bien plus un appel à la prudence dans le traitement des manifestants, jeunes en particulier, qu'une diffamation à l'égard d'une institution dont ils voient la violence condamnée de manière la plus large, ce à l'échelle européenne ». Info'ComCGT appelle par ailleurs à un rassemblement de soutien le 18 mars devant le nouveau Palais de justice de Paris et a lancé une pétition sur Internet « pour défendre la liberté d'expression ». Le Parisien 06 mars 2019

9 décembre - 6 mars, il lui a fallu 3 mois pour réagir ! Ils ont la hargne, la haine tenace ces ordures !

Le totalitarisme En Marche.

- Tribune de Mélenchon: Bergé déplore une "escalade verbale", Poirson "un délire" - AFP 11 mars 2019

Rendez-vous compte, oser "*attaquer les traités européens*", quel "*délire*", une prétention, que dis-je un crime intolérable dénoncé par les néofascistes de LREM, Aurore Bergé (porte-parole) et Brune Poirson (secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire), parce que dans ce pays ou ailleurs dans le monde chacun est désormais prié d'adopter sans broncher l'idéologie néolibérale totalitaire de l'oligarchie financière mondialiste sous peine d'être traîné aux gémonies ou traité de pestiféré, de dangereux traître portant atteinte au bien commun, rien que cela ou pas moins, autant dire voué à la potence !

Quand on sait à quel point Mélenchon est inoffensif pour le régime ou l'UE, on peut imaginer quel sort ces tyrans nous réserveraient s'il nous était offert une tribune pour nous exprimer librement, fatal !

L'outrance chez ces néofascistes n'est pas seulement dans leur vocifération enragée, mais bien plutôt dans leur comportement dictatorial qui ne peut souffrir la moindre opposition, la moindre contradiction, le moindre doute, même les plus inoffensifs qui soient ou quand bien même ils ne dépasseraient pas le stade du verbiage ou du vœux platonique.

Qu'il nous soit permis de le dénoncer et de le caractériser comme il convient, sans se soucier de ce que peuvent penser ceux qui sont effrayés par la tournure que prend la situation, et qui en se réfugiant dans un déni permanent ménagent les tenants du régime. Qu'ils ne se fassent absolument aucune illusion, rien ne leur sera épargné et le pire est à venir comme s'est parti.

Dans le même registre.

- **Au Venezuela, Maduro fait croire que le black-out vient des Etats-Unis, c'est faux - Le HuffPost 11 mars 2019**

LVOG - Il est à noter que dans cet article absolument aucun élément ne fut apporté qui aurait pu confirmer cette thèse ou mettre en doute la version fournie par Maduro, un sabotage informatique.

Ils croient qu'il leur suffit de substituer à la réalité celle qu'ils ont fabriquée pour que tout le monde y adhère sans se poser de questions. Ils sont atteints par cette "*forme de déséquilibre psychique, caractérisée par une tendance à la fabulation plus ou moins volontaire et consciente, au mensonge, à la simulation*" qu'on nomme mythomanie.

L'affabulation, la représentation imaginaire ou déformée des faits tient lieu de réalité chez ces dangereux psychopathes. C'est en recourant à ce genre de mécanismes qu'ils fabriquent leur propagande de guerre ou mènent leur guerre idéologique et psychologique contre les peuples.

- **Sabotage du réseau électrique du Venezuela - Réseau Voltaire 9 mars 2019**

Depuis plus de 30 heures, 18 des 23 provinces vénézuéliennes sont privées d'électricité. La panne, qui a débuté à Caracas, s'est propagée dans tout le pays.

Au moins 79 personnes seraient décédées du fait de cette panne, dont des nouveaux-nés dans des hôpitaux.

Immédiatement, le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, a accusé le pouvoir d'avoir laissé le système électrique dépérir et d'avoir volé les fonds publics alloués à sa maintenance. Puis, il a accusé le président Nicolas Maduro d'assassiner les bébés.

De leur côté, les autorités sont parvenues après de longues heures à déterminer la cause de la panne : une attaque informatique. Le ministre de l'Information, Jorge Rodriguez a accusé le sénateur états-unien Marco Rubio de le savoir depuis le début, comme le prouverait une de ses déclarations.

Marco Rubio a établi un parallèle entre ce ministre et son homologue iraquien sous le président Saddam Hussein, Muhammad Saeed al-Sahhaf (le « Bagdad Boy »), qui parlait fièrement à la télévision quelques minutes encore avant la destruction de la capitale sous les bombes US et la chute du régime.

Le sabotage est traditionnellement une des fonctions de la CIA, d'abord contre l'URSS, puis aujourd'hui dans tous les théâtres d'opération (Libye, Syrie, Venezuela, Yémen). La destruction des réseaux électriques est réputée atteindre profondément le moral des populations. Réseau Voltaire 9 mars 2019

- Venezuela : soumis à de nouvelles sanctions le régime contre-attaque - AFP 06.03

Le régime de Nicolas Maduro, soumis à la pression de la communauté internationale en faveur de l'opposant Juan Guaido, a contre-attaqué mercredi en expulsant l'ambassadeur d'Allemagne à Caracas pour "ingérence".

La crispation du gouvernement vénézuélien accompagne de nouvelles sanctions annoncées par Washington, qui a révoqué les visas de 77 responsables du régime et de leurs proches, en plus des dizaines d'annulations déjà annoncées, et menacé les "institutions financières étrangères impliquées (dans l'aide) à Nicolas Maduro et à son réseau corrompu".

"Nous allons continuer à demander des comptes à l'ensemble du régime Maduro jusqu'à ce que la "libertad" soit rétablie au Venezuela", a prévenu le vice-président Mike Pence.

Accusé "d'ingérence dans les affaires intérieures" du pays, l'ambassadeur allemand Daniel Kriener a été déclaré persona non grata et prié de quitter le pays "dans les 48 heures", a annoncé la vice-présidence vénézuélienne.

Le diplomate allemand s'était rendu lundi à l'aéroport international de Caracas en compagnie d'une douzaine de diplomates occidentaux et latino-américains pour y accueillir Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale et président par intérim autoproclamé, que soutiennent une cinquantaine de pays.

M. Guaido, qui avait bravé une interdiction de quitter le pays pour se rendre en Colombie et dans quatre pays du continent, avait annoncé son retour "malgré les menaces", M. Maduro ayant averti qu'il devrait s'expliquer devant la justice pour avoir bravé une interdiction de sortie du territoire.

L'opposant et président du Parlement, qui s'est proclamé président par intérim du Venezuela le 23 janvier, fait depuis l'objet d'une enquête pour "usurpation".

"Le Venezuela juge inacceptable qu'un diplomate étranger exerce un rôle public proche de celui d'un responsable politique aligné sur le complot de secteurs extrémistes de l'opposition vénézuélienne", a dénoncé la vice-présidence dans un communiqué.

Douze autres représentants occidentaux et latino-américains étaient venus lundi accueillir M. Guaido à l'aéroport "comme témoins de la démocratie et de la liberté, afin que le président Guaido puisse rentrer", selon les mots de l'ambassadeur de France à Caracas, Romain Nadal.

Les Etats-Unis avaient également menacé de représailles en cas d'atteintes portées à l'opposant.

Dans un message le soir même sur Twitter, M. Guaido avait "remercié" les diplomates "qui ont accompagné notre retour au Venezuela" citant outre l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, la Roumanie, le Canada, le Chili, l'Argentine, le Brésil, le Pérou, l'Equateur et les Etats-unis. AFP 06.03

Ils osent tout ou novlanque. Instrumentalisation, imposture, machination...

- Le combat de ces enfants qui veulent changer le monde - Franceinfo 07.03

- Ils militent contre la pauvreté, les armes ou haussent la voix pour l'écologie. - Franceinfo 07.03

- Amélie de Montchalin (LREM) : "Il faut que, sur le terrain, la politique sociale fonctionne" - Franceinfo
- Jean-Michel Blanquer annonce des débats sur le climat dans tous les lycées vendredi - Le HuffPost
- Gilles Le Gendre : "Le grand débat fonctionne, apaise et donne des résultats" - Franceinfo
- Réforme des retraites: Buzyn promet de "maintenir un haut niveau de solidarité" - AFP 11 mars 2019

La fabrication du consentement ou mystification.

- Stanislas Guerini (LREM) : «Faire contribuer les citoyens à la fabrique de la loi» - Le Parisien

La machination dévoilée.

- Grand débat : l'exécutif réfléchit à la suite - leparisien.fr 09 mars 2019

Et si l'important n'était pas tant le débat, que son atterrissage ?

Emmanuel Macron juge nécessaire, confie son entourage, « d'avoir une phase de partage du diagnostic ».

Environ 160 000 internautes ont répondu à un ou plusieurs des quatre formulaires, mélangeant questions ouvertes et fermées.

La crise des Gilets jaunes, auquel Macron tente justement de répondre à travers cette initiative inédite, est née d'un ras-le-bol fiscal. Et c'est sans surprise qu'on retrouve cette problématique liée au pouvoir d'achat en tête des préoccupations (34 %).

Juste derrière, on retrouve les enjeux écologiques (26 %), avec un fort intérêt pour l'accès aux transports en commun et la gestion des déchets. Autrement dit, ce sur quoi les citoyens ont la main au quotidien. 90 % des participants affirment en effet « pouvoir contribuer à protéger l'environnement », mais seule la moitié indique avoir à disposition des alternatives à la voiture individuelle. L'historien des classes populaires Gérard Noiriel se réjouit de cette mobilisation face à l'urgence climatique. « L'articulation entre la justice sociale et les enjeux écologiques devient un nouvel axe politique, c'est indéniable », prophétise-t-il. leparisien.fr 09 mars 2019

LVOG - L'urgence, c'est d'en finir avec le capitalisme. Gérard Noiriel fait partie des élites corrompus et malfaisantes acquises au néolibéralisme. Il appelle à se mobiliser avec la classe qui détient actuellement le pouvoir et ses représentants pour régler les questions de la "justice sociale" et des "enjeux écologiques", c'est donc une opération de récupération destinée uniquement à cautionner ou permettre à Macron d'appliquer la suite de son programme ultra réactionnaire.

Et comme cet objectif inavouable est camouflé, on est en droit de parler de machination ou de complot contre les travailleurs et la jeunesse.

Totalitarisme en famille : Brésil, Etats-Unis, Italie et Israël (liste non exhaustive à compléter).

- Brésil: propos ambigus de Bolsonaro sur l'armée et la démocratie - AFP 07.03

Le président brésilien Jair Bolsonaro a affirmé que "la démocratie et la liberté n'existent que si les forces armées le veulent", des propos rapidement nuancés par son vice-président, un général de la réserve.

"Les forces armées sont par disposition constitutionnelle et légale celle qui détiennent l'emploi légal de la violence. Cela peut en choquer certains, mais c'est ce qui est écrit", a ajouté le ministre, souvent considéré comme l'éminence grise du nouveau pouvoir.

Le gouvernement Bolsonaro s'efforce de nouer des liens plus étroits avec des pays qu'il considère avoir une "idéologie semblable", comme les Etats-Unis, l'Italie et Israël, rompant avec la tradition de multilatéralisme de la diplomatie brésilienne. AFP 07.03

Il faudrait qu'on nous explique comment l'armée pourrait incarner au Brésil la démocratie... qui n'existe pas !

Il arrive que l'armée occupe une place si importante dans les institutions et la structure économique de certains pays, que pour conserver ce privilège que la bourgeoisie lui a octroyé et lui envie - mais trop faible pour jouer directement un rôle politique ou gouverner, l'armée n'a pas d'autre alternative que s'appuyer sur les classes moyennes et la classe ouvrière sous peine de voir le pays basculer dans le chaos, la guerre civile ou devenir ingouvernable, ce à quoi elle n'a pas intérêt... C'est ce deal qui leur donne une allure trompeuse de régime démocratique ou progressiste, de gauche, qui peut se transformer en dictature militaire en cas de crise ou sur ordre de Washington.

De gré ou de force tu aimeras l'Etat félide d'Israël.

- Débat sur l'antisémitisme: la Chambre américaine condamne "la haine" - AFP 07.03

La chambre basse américaine a approuvé jeudi à une très large majorité une résolution condamnant les discours de "haine", après des débats houleux au sein du parti démocrate sur l'antisémitisme, provoqués par les propos d'une élue musulmane concernant le soutien des Etats-Unis à Israël. AFP 07.03

Le sionisme est intégré au néolibéralisme, donc gare à celui qui ose y porter atteinte ! Le sionisme est au néolibéralisme, ce que le pétrole est au dollar ou à l'oligarchie, qu'on se le dise.

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters 9 mars 2019

Un Palestinien a été tué et 42 autres ont été blessés vendredi par des tirs de l'armée israélienne en bordure de la bande de Gaza, rapporte le ministère palestinien de la Santé.

Selon Tsahal, 8.000 manifestants, dont certains ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des militaires, s'étaient rassemblés près de la clôture qui sépare l'enclave du territoire israélien.

Les Gazaouis manifestent tous les vendredi depuis le 30 mars le long de la frontière pour faire valoir le droit au retour des réfugiés de 1948 et réclamer la levée du blocus israélien.

Depuis le début du mouvement, les tirs israéliens ont fait environ 200 morts parmi les manifestants, selon le ministère palestinien de la Santé.

Une commission d'enquête des Nations unies a estimé la semaine dernière que la réaction israélienne à ces manifestations pouvait constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. Reuters 9 mars 2019

Tout le monde se fout de ce que pense ou fait les Nations unies, l'Etat criminel sioniste d'apartheid en premier lieu !

Totalitarisme. Aucun pays n'est épargné.

- Russie : la loi contre les fausses informations adoptée - euronews 8 mars 2019

En Russie la publication de fausses informations sera désormais sévèrement encadrée par la loi. Jeudi, les députés de la douma (322 voix pour 78 contre) ont entériné l'adoption de mesures controversées qui permettront aussi au gendarme des médias de bloquer les contenus jugés irrespectueux envers les autorités.

L'ONG Reporter sans frontière a aussitôt dénoncé une censure déguisée ce que réfute ce député russe de la majorité présidentielle qui intervenait en séance plénière.

Sergey Boyarsky, député, Russie Unie : "Cette loi n'interdit pas de critiquer les fonctionnaires, d'exprimer des opinions, des jugements ou des points de vue différents de ceux du fonctionnaire. Seuls les faits et non les opinions ou les jugements peuvent être vrais ou faux, et peuvent donc être couverts par la présente loi".

Aleksei Kuriny , député Parti communiste : "Les informations seront soumises à un institut spécialement créé, quelque chose entre le bureau du Procureur et le gendarme des télécommunications. Ils détermineront si l'information est décente ou indécente, si elle insulte ou non la "moralité publique" (il existe un terme dans le texte qui n'est pas très clair). C'est l'une des options pour introduire la censure dans la Fédération de Russie qui est contraire à la Constitution de la Russie".

"Concrètement, explique notre correspondante à Moscou Galina Polonskaya , la propagation de fausses informations concernera des appels à des émeutes ou des actes extrémistes. D'autre part les blogs des internautes qui auront participé à la divulgation de fake news seront bloqués immédiatement, sans avertissement, et leurs auteurs seront passibles de lourdes amendes."

La loi des amendes maximales pour la publication de "fausses nouvelles" de 100.000 roubles (plus de 1.500 dollars) pour les particuliers, 200.000 roubles (plus de 3.000 dollars) pour les fonctionnaires, et 500.000 roubles (environ 7.600 dollars) pour les entreprises. euronews 8 mars 2019

Prostitution en famille. Un hommage bien mérité ! La gauche comme vous l'aimez.

- Royal compare Macron à Mitterrand, la gauche rit jaune - Le HuffPost 06.03

- Tribune européenne de Macron: Royal salue "un texte bienvenu et rassembleur" - AFP 06.03

- Pascal Durand candidat aux européennes sur la liste LaRem - Reuters 06.03

L'ancien leader d'Europe Ecologie-Les Verts Pascal Durand figurera sur la liste de La République en marche (LaRem) aux élections européennes... Reuters 06.03

Le pacte du diable et la jaunisse au secours de Macron.

- Pacte social et écologique : Hulot et Berger, comme un air de revanche - Le Parisien 6 mars 2019

Ils étaient 19 patrons de syndicats, d'ONG, de mutuelles, au siège parisien de la CFDT ce mardi à présenter leur « petit livret bleu ». L'objectif affiché de ce texte : « réconcilier fin du monde et fin du mois ».

Cette fois, les deux hommes, qui figurent parmi les personnalités les plus populaires à gauche, cosignent le « pacte social et écologique ». Derrière ces têtes d'affiche, on retrouve dans la coalition la Fondation Abbé Pierre, le Réseau Action Climat, la Fage (organisation étudiante), le Secours catholique, ATD-Quart monde...

Bousculés par le mouvement des Gilets jaunes et boudés par le pouvoir, les corps intermédiaires – syndicats, ONG... – veulent compter dans le grand débat. Le Parisien 6 mars 2019

Commentaire d'un internaute.

- "N. Hulot a voté pour B. Hamon au premier tour de la présidentielle, puis pour E. Macron au second tour ; L. Berger a voté pour E. Macron aux deux tours. Donc ces deux compères ont signé un chèque en blanc à E. Macron pour cinq ans. Ils n'ont donc qu'un seul droit : Celui de se taire durant tout le mandat de leur champion. Car faire preuve de tant d'aveuglement de la part de personnes supposées responsables et matures les rend inaudibles et leur ôte toute crédibilité."

Une ONG... paramilitaire !

- Le WWF accusé de financer des groupes paramilitaires "tuant et torturant des gens" en Afrique et en Asie franceinfo 06.03

Torture, viols, décapitations... Dans une enquête fleuve, le site Buzzfeed (en anglais) accuse l'ONG WWF de "financer des forces paramilitaires brutales" qui ont "torturé et tué des gens" en Asie et en Afrique. Le média d'information américain révèle plusieurs exactions commises ces dernières années lors d'opérations antibraconnage menées par des gardes forestiers équipés et payés par l'organisation, notamment en Inde, au Népal, au Cameroun et en République centrafricaine.

Buzzfeed explique avoir enquêté pendant un an et réalisé une centaine d'entretiens avant de publier cet article. Documents à l'appui, le site internet affirme que l'ONG écologiste a fourni aux "forces paramilitaires des salaires, une formation et des équipements – y compris des couteaux, des jumelles de vision nocturne, du matériel antiémeute et des matraques".

Toujours selon cette enquête, "le personnel de terrain de l'association en Asie et en Afrique a organisé des missions de lutte contre le braconnage avec des troupes de choc connues pour leur brutalité, et a approuvé une proposition visant à tuer des intrus rédigée par un directeur de parc qui a présidé à l'assassinat de dizaines de personnes".

Peu après la publication de l'article de Buzzfeed, le WWF (Fonds mondial pour la nature) a indiqué qu'il allait ordonner une enquête "indépendante" chargée d'examiner ces allégations.

Ce n'est pas la première fois que le WWF est accusé de soutenir de telles pratiques. En 2017, l'ONG Survival International avait accusé des gardes forestiers financés par l'organisation de violations des droits humains "systématiques et généralisés" envers les Pygmées au Cameroun, en République démocratique du Congo et en Centrafrique. franceinfo 06.03

L'idéologue du totalitarisme est renversante d'hypocrisie et de cynisme.

- Pour l'Europe : renverser la table par J. Attali - L'Express.fr 06.03

Nous, Européens, ne pourrions bientôt plus attendre que quiconque nous aide à nous défendre face aux menaces et aux concurrences qui s'amplifient.

LVOG - Première partie, l'appât pour vous mettre en confiance.

Les élections européennes semblent aujourd'hui à beaucoup une figure imposée de la politique, où on demande à intervalles réguliers aux citoyens du continent d'aller voter pour des députés qu'ils ne connaissent pas, dont ils ne savent rien de l'action, et qui ne sont, pour la plupart, que des gloires du passé ou des faux espoirs de l'avenir. Difficile d'être plus vide de sens.

Cela l'est d'autant plus quand on sait qu'un tel parlement sert surtout à participer d'une façon fictive au choix des membres de la Commission et à l'établissement de lois qui sont en fait, à la fin, des décisions des gouvernements nationaux, prises dans d'interminables et obscurs sommets. Et plus encore quand on comprend que ces instances européennes, une fois en place, ne s'occupent que de sujets économiques limités, dans une optique ultralibérale, qui encourage la compétition entre Européens, à tous les niveaux, poussant au moins-disant fiscal et social et ne faisant rien, ou presque rien, pour construire des projets communs. (...)

LVOG - Deuxième partie, face à tant de menaces, le consentement est la seule issue possible.

Il est temps de renverser la table, et de faire beaucoup plus face aux principaux enjeux du monde. Dans les dix ans qui viennent, les États-Unis et la Chine vont se renforcer dans les secteurs clefs de l'avenir ; les Africains, les Indiens, les Russes, les Indonésiens vont commencer à apparaître comme des concurrents et non plus seulement comme des clients. D'innombrables menaces écologiques vont croître. De très nombreuses migrations vont se déclencher, dans un monde de plus en plus nomade. Et nous, Européens, ne pourrions plus attendre que quiconque nous aide à nous défendre face à ces menaces et à ces concurrences. Nous sommes devenus une proie et non plus un partenaire. Condamnés, si nous ne faisons rien, à être dépecés, saignés, assassinés. Sans que nul ne vienne à notre secours.

Alors, pourrions-nous en nous divisant nous défendre mieux ? Une France - ou une Allemagne, une Italie, une Espagne, une Hongrie - seule pourrait-elle affronter ces périls ? Non, évidemment. Il nous faut mettre en commun nos moyens de défense, notre police des frontières, nos moyens de recherche fondamentale et appliquée. Il nous faut changer notre politique de la concurrence pour favoriser la constitution de géants européens. L'Express.fr 06.03

Il appelle donc à une plus grande concentration du capital ou des richesses entre les mains de quelques oligarques.

Le monde entier vous menace, un grand péril vous guette, c'est somme toute logique de la part de ce psychopathe. Vous aurez noté que parmi les moyens qu'il cite la défense et la police sont privilégiées, parce qu'il s'agit d'imposer aux peuples un modèle de société totalitaire à l'échelle européenne et mondiale.

DEUXIEME PARTIE

Quelques réflexions d'internautes.

1- "LREM (La Répression En Marche)"

2- *"Le salariat en France représentait 30% de la population active en 1881, 40% en 1906, 50% en 1934 et plus de 80% en 1996, auquel il faut ajouter les chômeurs. (chiffres pris dans le livre "le nouvel esprit du capitalisme" de Boltanski et Chiapello) le communisme a donc été au top quand le nombre de salariés était plutôt faible par rapport à aujourd'hui. Alors la masse critique, c'est quand ?"*

LVOG - Confusion entre différentes époques et moment de la lutte des classes... La composition de la classe ouvrière a changé, sa condition aussi, mais fondamentalement les classes n'ont pas changé.

Cela dit, en 1996 ou depuis les années 60-70 la condition ouvrière n'était plus tout à fait la même qu'en 1934, et elle avait encore moins à voir avec celle de 1906 ou de 1881, elle avait connu d'immenses améliorations, mais qui, sans même parler de leur remise en cause continue jusqu'à nos jours allaient être supplantées par la nécessité quasi obligatoire et obsessionnelle de devoir s'adapter aux nouveaux besoins que le capitalisme allait créer et qui allaient se transformer en autant de charges nouvelles à assumer, ce qui aujourd'hui est devenu un fardeau insupportable pour un grand nombre de travailleurs.

Quand on observe cette évolution, on s'aperçoit qu'au fur et à mesure que les salaires ont augmenté, ces charges devenues quasiment incompressibles ont augmenté également, conduisant à une situation où la totalité de votre salaire est englouti ou récupéré par les capitalistes, de sorte que vous vous retrouvez précarisé sans même vous en rendre compte et à leur merci, et cela de plus en plus avant la fin du mois.

Vous ne travaillez pas pour vivre, mais uniquement pour assurer la pérennité du système capitaliste, dans ces conditions, autant dire qu'il est impensable de donner un (autre) sens à sa vie, même en cherchant bien il n'en existe pas ou ils sont illusoire et éphémères. A moins bien sûr qu'on ose passer outre et qu'on remette en cause l'existence du capitalisme, mais apparemment on a énormément de mal à l'envisager, et pourtant c'est la seule issue possible, au prix certes de quelques sacrifices, mais qui à l'arrivée valent franchement la peine, car avoir un idéal sans tache, en être digne, fier, cela n'a pas de prix, dans le cas contraire c'est qu'on continuerait de subir les contraintes du marché et nous ne serions pas libres.

En guise d'épilogue, tordons le cou à quelques idées reçues qui ont fait la gloire (usurpée) du capitalisme.

- La télévision fut conçue pour diffuser leur propagande dans chaque foyer, le seul instrument capable de réaliser cet exploit avec la radio, avec laquelle aucun parti ouvrier ne pouvait rivaliser. Et non pas pour informer ou instruire la plèbe, la distraire, là sans aucun doute. Ce fut aussi un excellent moyen pour isoler chaque ouvrier, chaque famille ouvrière, qui jusque là se retrouvait dans des cafés ou dans la rue pour discuter ou même chanter, danser ensemble, ce qui n'existe plus depuis très longtemps.

- La machine à laver le linge n'a pas été conçue et rendue accessible au plus grand nombre de femmes ou de ménages pour leur faciliter la vie ou leur épargner cette corvée, pas du tout, mais pour qu'elles disposent de temps libre pour aller se faire exploiter à leur tour. Le réfrigérateur n'a pas été conçu dans un autre but, épargner à la femme ou au ménage d'avoir des courses à faire et de devoir cuisiner quotidiennement, donc gain de temps considérable. Les conserves et les surgelés ont été conçus dans le même objectif, qui plus est en constituant une avance en capital puisqu'on ne les consomme pas forcément immédiatement.

- Avant l'avènement des supermarchés, les ménages ouvriers allaient faire toutes leurs courses chez les commerçants de leur quartier ou de leur commune, ils s'y rencontraient, se saluaient et échangeaient quelques mots, parfois liaient des relations ou des amitiés, depuis cela a complètement disparu aussi. Au supermarché on croise des inconnus qui viennent de différentes communes avoisinantes et on ne s'adresse pas la parole.

- Avant ce qu'ils ont appelé la démocratisation de l'automobile, les ouvriers se rendaient à leur travail en vélo ou empruntaient les transports en commun. Là aussi, ils croisaient des voisins, des connaissances avec lesquels ils faisaient un brin de conversation. Et comme ils travaillaient plutôt proche de leur domicile, il leur arrivait de croiser des collègues de travail avec lesquels ils pouvaient bavarder de ce qui se passait dans l'usine... Cette époque est révolue.

- Le machinisme, le travail à la chaîne n'aurait pas pu se développer normalement ou fonctionner correctement si quotidiennement des dizaines d'ouvriers dans chaque usine étaient absents pour cause de maladie, par manque d'hygiène ou intoxication alimentaire, il fallut donc mettre à leur disposition un service public de santé et leur octroyer des conditions de logement plus décentes, et pour qu'ils s'adaptent à des machines de plus en plus perfectionnées il fallait qu'ils reçoivent un minimum d'instruction, donc ils n'ont pas été scolarisés pour devenir des hommes libres comme certains l'affirment, mais uniquement pour être davantage exploités.

Bref, absolument rien n'a été conçu sous le capitalisme qu'on nomme le progrès pour rendre la vie de l'ouvrier ou de sa famille plus agréable ou supportable, bien au contraire. Tout a été fait pour l'isoler de sa classe, pour l'atomiser et pour qu'il développe un mode de penser individualiste ou soit indifférent au sort de ses semblables. C'est le mode de vie que le capitalisme leur a imposé parce qu'il fait son affaire dans tous les sens du terme, et c'est le mode de vie que génération après génération les travailleurs adoptent ou reproduisent sans se poser de questions en abandonnant les aspirations à vivre autrement qui avaient jailli spontanément chez eux au cours de leur adolescence, et avec lesquelles la plupart ne renoueront jamais plus malheureusement.

C'est le problème politique que nous avons été incapables de résoudre avec eux jusqu'à présent : Leur insuffler à nouveaux ses aspirations légitimes à vivre autrement dans une société meilleure ou plus juste, ce qui sous-entend une plus grande fraternité ou solidarité entre eux, qui ne peut être portée que par des objectifs collectifs et réalisée que par des moyens collectifs, leur mobilisation révolutionnaire de masse pour en finir avec le capitalisme, de manière à ce qu'ils puissent enfin pleinement profiter de tout ce que les hommes ont pu inventer pour s'épanouir individuellement, au lieu de contribuer à leur propre asservissement.

C'est marrant, pendant que j'écrivais ces lignes, je me suis remis à penser à ma jeunesse, en me disant que finalement ce n'est pas étonnant si j'ai eu un parcours aussi atypique, car j'ai toujours refusé d'abandonner mes aspirations à la liberté, pour rien au monde je ne voulais reproduire le mode de vie et de pensée de mes parents, ils représentaient tout ce que je détestais, un cauchemar. Je suis issu du milieu ouvrier pauvre et très arriéré.

La philosophie a alimenté mes aspirations au début, tardivement en fait, j'avais déjà 19 ans quand je l'ai découverte, jusque là j'étais un crétin fini et j'étais voué à le rester toute ma vie comme mes parents. C'est la fréquentation de jeunes plus évolués que moi qui me permit de sortir de l'effroyable arriération dans laquelle j'étais enfermé, avec l'aide inestimable du cannabis je dois l'avouer ou le préciser puisque c'est la stricte vérité. Il agit sur mon cerveau comme une révélation. Sans comprendre ni comment ni pourquoi, en un clin d'oeil toutes les portes qui étaient jusque là verrouillées, dont en fait j'ignorais même jusqu'à l'existence s'ouvrirent, et je découvris l'étendue incommensurable de ma bêtise ou de mon ignorance qu'on m'avait soigneusement caché. J'en fus stupéfié de honte, humilié au plus profond de moi-même, traumatisé, j'allais dire à vie mais cela n'aurait pas été exact, car en réalité j'eus un réflexe salutaire, non seulement en me

jurant que jamais ces portes ne se refermeraient plus jusqu'à mon dernier souffle, je m'engageai à tout faire pour réaliser mes aspirations, en ignorant à ce moment-là comment j'allais m'y prendre.

C'est là que le marxisme vint à mon secours. Mais l'affaire se compliqua plus tard, parce que le militantisme auquel je fus confronté n'était pas conçu comme un moyen d'épanouissement personnel, il reproduisait les rapports qui étaient présents à tous les niveaux de la société et que j'exécrais. Du coup quand je cessai de militer du jour au lendemain, je ne vécus pas cette expérience comme une rupture ou un traumatisme, mais plutôt une libération, c'est bien plus tard que j'en pris conscience. Cela ne m'avait rien apporté ou si peu, donc je ne perdais rien, tout du moins c'est ce que je me figurais à ce moment-là, vingt ans plus tard je réaliserai que je n'avais pas tiré tous les enseignements de cette expérience, ce qui m'amènera à renouer avec le militantisme, mais pas celui que j'avais connu autrefois. Pas plus tard qu'hier soir, sans savoir pourquoi je repensais à cette période de ma vie, et je me suis souvenu que lorsqu'avec ma première épouse nous quittâmes l'OCI, alors que j'étais responsable de cellule et de rayon, de secteur par intérim, il y avait une quarantaine de militants sur la ville (Clichy-sur-Seine), pas un militant ou une militante n'est venu sonner à notre porte pour s'enquérir des raisons de notre démission ou pour avoir nos explications, absolument plus personne ne donna jamais signe de vie par la suite, c'était comme si nous étions morts tous les deux, extraordinaire, n'est-ce pas ? Une telle indifférence en dit long sur les rapports détestables qui existaient dans cette organisation. Dans ces conditions, qu'est-ce que voudriez qu'elle m'ait apporté, rien, par contre, moi je lui ai énormément donné, en pure perte, mais cela m'a servi de leçon, et je m'en souviendrai vingt ans plus tard, car après avoir repris contact avec ce courant politique, je ne tarderai pas à rompre avec lui en 2005, définitivement et sur des bases politiques cette fois.

J'ai sauté une étape dans mon récit, celui de mon départ en Inde. Après avoir cessé de militer, j'avais tout reporté sur mon épouse et notre fille, elles étaient devenues le centre de mon existence. Mais sept ans plus tard nous divorçons. Ma vie n'avait dès lors plus aucun sens, je me retrouvais à la case départ, celle que j'avais quittée en partant de chez mes parents douze ans plus tôt, pour un peu il ne restait plus qu'à les imiter, quelle horreur, bien que c'était un peu cela à quoi j'étais condamné si je n'avais pas divorcé, à ceci près qu'on n'avait pas vraiment le même mode de penser que mes parents, mais notre mode de vie était comparable, il était impossible de le nier, on avait aspiré à autre chose, mais nous n'étions pas parvenus à le concrétiser.

Seul, mais tout à fait, cela allait s'avérer plus facile à réaliser. Il suffisait que je suive l'idée qui m'était venue, et j'avais toutes les chances de changer radicalement de vie, à défaut de pouvoir changer la société, c'était une compensation bien méritée après tous les déboires que j'avais connus, on aspire tous à profiter de la vie au lieu du destin épouvantable qui nous était réservé, métro, boulot, dodo, personne ne pourrait me le reprocher puisque mon entreprise était parfaitement honnête et ne remettait pas en cause mes principes.

Voilà comment au lieu de prendre ma retraite officiellement à 62 ans je l'ai prise 25 ans plus tôt, en comptant les deux ans que j'avais passés en Inde entre 1990 et 1992. En Inde j'ai travaillé trois ans comme professeur de français, mais ce n'était pas pareil, car c'était moi qui avait décidé de travailler, pour me faire plaisir, pour vivre une autre expérience, avec un salaire mensuel de 25 euros, ce n'était pas par nécessité vous en conviendrez!

En conclusion à cette tranche de vie, si je suis resté fidèle aux aspirations qui ont jailli au cours de ma jeunesse, j'en ai tiré aussi des enseignements, et en observant la situation politique en apparence inextricable en France, le décalage et les contradictions qui existent entre les réponses que les uns et les autres proposent et la seule issue qui permettrait d'y mettre un terme, je m'aperçois que ces aspirations sont quasi inexistantes de leur littérature, puisque pour qu'elles se réalisent il faut briser net, rompre radicalement, trancher le cordon ombilical qui nous relie au capitalisme, à tous ces rapports de domination qui nous pourrissent la vie et aboutissent au nihilisme et au totalitarisme.

Absolument personne parmi nos dirigeants n'ose proposer de changer radicalement de rythme de vie, de mode de vie, de mode de penser, c'est à croire que l'organisation de la société telle qu'elle existe devrait perdurer, alors qu'il faut la bouleverser de fond en comble, je crois que c'est l'aspect le plus choquant de la situation, cette absence totale d'imagination pour entrevoir une autre société, ils se sont tellement éloignés du socialisme et de la réalité qu'elle s'est tarie apparemment. Ils sont clairement sous l'influence de l'idéologie dominante.

Nous n'avons pas du tout la même conception de la société qu'il faudrait bâtir.

Moi je trouve que c'est monstrueux de devoir réveiller un enfant qui dort le matin pour l'envoyer à l'école. Je trouve monstrueux qu'une femme soit obligée de placer son bébé dans une crèche. Je trouve monstrueux que ni le père ni la mère n'aient de temps à consacrer à leurs enfants. Je trouve monstrueux que des hommes et des femmes consacrent toute leur vie au travail et partent à la retraite quand ils sont usés, diminués physiquement. Je trouve monstrueux qu'un salarié doive se taper deux heures de transport pour se rendre à son lieu de travail, alors que le même emploi existe à dix minutes de son domicile. Je trouve monstrueux qu'on entasse des hommes dans des tours d'habitation. Je trouve monstrueux qu'on enferme des animaux dans des appartements, dans des cages, sous prétexte qu'ils nous tiennent compagnie. Je trouve monstrueux les élevages industriels. Je trouve monstrueux la surpopulation. Vous voyez, je n'ai même pas eu besoin d'évoquer les inégalités ou les injustices, tout dans cette société est à balayer.

Vous me direz que tout cela relève de l'utopie, la journée de travail de 8 heures, la Sécurité sociale, la retraite aussi autrefois. Sauf qu'on n'en est plus là de nos jours, on est parvenu à la fin du cycle du capitalisme, ce qu'on peine à concevoir également ou on n'en tire pas toutes les conséquences visiblement. On ne peut donc plus raisonner dans les mêmes termes qu'autrefois, il ne s'agit plus de lui soutirer des miettes en attendant des jours meilleurs, mais d'envisager de refonder la société sur d'autres bases. La question n'est pas de savoir si telle ou telle mesure serait compatible ou non avec le capitalisme, puisque nous savons d'ores et déjà que la réponse serait négative. Il faut donc passer outre ou à l'étape suivante et lui signifier qu'il appartient à un passé définitivement révolu en gérant les conséquences qui en découleront. Il faut absolument refuser de se laisser enfermer dans la discussion qui consiste à savoir si telle ou telle mesure sociale serait finançable ou non, combien elle coûterait, etc, sinon on est foutu. On se moque de savoir quel coût elle aura dès lors qu'elle est socialement indispensable et qu'on peut la gérer. Et où trouverez-vous l'argent ? On le prendra là où il est ou au besoin on le fabriquera, comment font-ils pour maintenir à flot leur système économique en faillite, pas autrement, et dans des proportions monstrueuses...

Mais pour développer une telle politique, il faut une détermination sans faille à affronter le capitalisme.

Nous en sommes loin, quand on voit nos dirigeants saluer comme une grande victoire une augmentation de salaire de 2%, sur la base d'un salaire net mensuel de 1.000 euros cela ne fait même pas 1 euro par jour, quelle misère, ils en sont là ! C'est vrai qu'à ce niveau-là n'importe qui peut se faire passer pour un grand révolutionnaire, un socialiste, un trotskyste ! Ils vous diront aussi que la retraite à 60 ans c'est génial. Tu parles, j'ai 63 ans et bien que j'aie moins bossé que la moyenne et soigné mon alimentation je suis fatigué, je me sens vieux, alors j'imagine dans quel état de délabrement doivent être la plupart ou tous les travailleurs parvenus à cet âge, et qui ont vécu des conditions beaucoup plus dures que les miennes, la retraite à 60 ans, c'est monstrueux ! En fait, il faudrait revoir tous les rapports à la société tout au long de la vie, car on pourrait imaginer continuer de servir d'une manière ou d'une autre la collectivité au-delà de 45 ou 50 ans autrement qu'en étant astreint à se rendre obligatoirement à un lieu de travail quotidiennement. Mais cela on ne veut même pas en entendre parler, non, il faudrait continuer à penser notre existence dans le cadre de la société telle qu'elle a été conçue sous le capitalisme et pas autrement. Et bien dans ces conditions ce sera sans moi. D'ailleurs c'est bien simple, c'est le fondement de mon programme politique.

Cela fait près de 40 ans qu'aucun gouvernement n'a octroyé aucune réforme sociale collective aux travailleurs, quand il leur est arrivé de reculer sur une mesure, ils ont compensé autrement, par exemple le CPE a été abandonné, tandis qu'il existait encore 21 types de contrats précaires, quelle énorme victoire ! Et le reste fut à l'avenant. Il faut faire reculer le gouvernement, on a entendu cela pendant des décennies sans que leurs auteurs ne se soucient le moins du monde du résultat ou n'envisagent de changer de discours aussi incroyable que cela puisse être. Et pendant que la société se décompose à une vitesse fulgurante et pose directement la question de faire table rase une fois pour toute, tout ce qu'ils trouvent à nous sortir, c'est l'unité ou la nécessité de créer un rapport de force pour faire reculer Macron, ils se foutent de nous. Des centaines de milliers, des millions de travailleurs n'en peuvent plus, et on leur propose de revenir finalement cinquante ans en arrière comme si cela avait été la panacée. Nos dirigeants sont des démagogues qui se figurent que les générations passant, aujourd'hui plus personne ne se souviendrait que cinquante ans en arrière il existait déjà des millions de travailleurs et leurs familles pauvres en France, j'en faisais partie, c'est un truc qu'on ne peut pas oublier quand on l'a vécu. On peut faire le même constat à propos des guerres impérialistes, du colonialisme qui n'ont jamais réellement cessé, mais avec lesquelles ils se sont accommodés.

Si l'immense majorité des travailleurs refusent de s'organiser ou ne se reconnaissent pas dans les syndicats et partis du mouvement ouvrier, c'est qu'il existe une bonne raison à cela que nos dirigeants nient obstinément. Peu importe, ils veulent absolument que ce soit ces organisations corrompus qui les appellent

à se mobiliser et contrôlent leur mobilisation dont l'issue est connue d'avance, et comme ils s'y refusent aucune mobilisation ne peut prendre une ampleur de masse suffisante susceptible de menacer le régime et à terme de le renverser.

Lisez attentivement dans cette causerie l'analyse que l'économiste Henri Sterdyniak a fournie à Sputnik France (11 mars 2019), elle confirme et complète ma propre analyse.

On pourrait la résumer ainsi : Faites tourner à plein régime la planche à billets, fabriquez autant de fausse monnaie que nécessaire pour éviter l'effondrement du capitalisme mondial en faillite, car jamais il ne pourra rembourser les dettes monstrueuses qu'il a accumulées. En toute impunité ou sans que personne ne puisse s'y opposer, c'est déterminant de le noter pour comprendre la situation.

Bien des lecteurs ou militants me prennent pour un pauvre type, un charlot ou un abruti qui passe sa vie à se la raconter, à remâcher de vieilles rancunes, aveuglé par sa propre impuissance ou qui manque de discernement, déconnecté de la réalité dans son trou en Inde, soit, je ne leur ferai pas l'affront de leur demander de tenter de le démontrer, car ce serait une expérience trop cruelle qui mettrait en évidence leur propre vacuité.

Vous pensiez peut-être que j'allais finir par pourrir sur place à cause de mon isolement, et bien il faudra vous faire une raison, l'adversité me stimule au plus haut point, la défaite me galvanise, et je ne crains pas d'affronter les plus grand défis, j'y ai été confronté ou préparé tout au long de ma vie. C'est peut-être cela le secret de ma durée, cette formidable expérience que j'ai accumulée en prenant parfois des risques énormes, et qui m'a permis de m'en sortir grâce aux enseignements que j'en avais tirés, dont celui de ne jamais fuir la réalité et demeurer dignes de mes principes.

Parole d'internaute.

1- Espagne : Démocratie "avancée".

Les indépendantistes catalans sont en tête et jugés pour avoir organisé un référendum (sans un mot de Macron)

Venezuela : Dictature.

Tu te proclames président, tu demandes à bombarder ton pays, tu demandes à ce que l'on vole son argent, tu organises et participes à la violence...tu te ballades librement.

2- Le grand art de la politique. Atténuer ou dire le contraire de ce que l'on fait, vous savez: "la pédagogie".

LVOG - La démagogie en guise de pédagogie...

(A propos d'un article publié par Les Crises.fr *La sombre voie du néolibéralisme vers le fascisme*)

3- Ce qui se passe actuellement en France avec la répression pure et dure du mouvement des Gilets jaunes est une bonne illustration de cet article : un mode de gouvernement fasciste dans un contexte libéral, dissimulé derrière une façade démocratique avec des discours lénifiants... Pour le moment, lâcheté et paresse intellectuelle font que ça marche pour une majorité de citoyens...

4- Si l'on admet comme définition que le fascisme est une façon de gouverner de façon autoritaire dans l'intérêt de corporations, nous y sommes en plein et depuis quelques décennies...

5- Goebbels avait dit : "le but n'est pas de vous faire penser nos idées, mais de réduire assez le vocabulaire pour que les seules idées que vous puissiez avoir soient les nôtres".

6- Totalitarisme est assez large pour englober plusieurs concepts dont fascisme et néolibéralisme.

7- La manière dont les tenants du néolibéralisme ont infiltré toutes les instances des universités aux écoles de commerce, les agences gouvernementales les organisations internationales puis délégué des “experts” dans tous les débats nationaux et internationaux avant d’inspirer le traité constitutionnel européen, est assez totalitaire.

8- Nous avons longtemps été induits en erreur par des œuvres de penseurs néo-libéraux (Hayek au premier chef) opposant leur libéralisme au «collectivisme » qu’ils identifiaient au totalitarisme. Cette opposition qui a tout du syllogisme (notamment parce que le néo-libéralisme produit lui aussi de l’uniformisation) a été une arme idéologique puissante lors de la montée en force des idées néo-libérales dans les années 70. Nous payons aujourd’hui le prix de notre aveuglement.

9- Ce qui prouve que, en 2017, au deuxième tour, on avait le choix entre la peste ou la peste !

10- Et que penser de la quasi totalité des syndicats et associations qui ont appelé à voter Macron sans sourciller ? Je crois que ça explique le manque de véritable soutien aux gilets jaunes. La société civile organisée s’est compromise.

11- Les syndicats ont été noyautés par l’État depuis des décennies. Ils sont sous perfusion de subventions et d’avantages (missions confiées par l’État), et leur visibilité, seule garante de leurs voix, est entièrement dépendante de l’administration et des médias.

Ils sont les vassaux d’un système féodal, au sens péjoratif d’une absence de bien commun. Ils obéissent consciemment ou inconsciemment à l’État (qui, historiquement, a toujours soutenu le gouvernement) et aux grands médias (surtout depuis qu’ils sont concentrés dans les mains de quelques oligarques).

12- Le néofascisme n’est pas le fascisme lequel relève d’une période de l’histoire, il en partage néanmoins plusieurs caractéristiques. Notamment de mettre à part des individus par des classifications, surhomme, dieux, sous-homme, sans dents, ceux qui ne sont rien, inutiles.

Le néo sera pire, parce planétaire et disposant des moyens technologiques sans précédent.

13- Pour résumer le néolibéralisme :

1- La liberté évoquée par les théoriciens dogmatiques du néolibéralisme est la liberté du renard dans le poulailler.

2- La vraie théorie du ruissellement est celle qui fait transiter la richesse des pauvres vers les ultra riches.

3- Le néolibéralisme et ses tenants, en particulier l’UE, nous mènent directement vers des formes de dictature.

14- « La planification et le contrôle sont attaqués comme un déni de liberté » les modèles de la France des “30 Glorieuses”, de la Chine des “Nouvelles Routes de la Soie” et des USA du New Deal ont en commun la planification et une direction de l’économie : la création monétaire est orienté vers le physique.

La question clé est l’usage de la monnaie.

– Dans ces 3 modèles, la monnaie (ou crédit publique) est créé par l’Etat et irrigue l’économie physique ce qui tend à améliorer les conditions de vie des gens et aujourd’hui de la Terre (ex de l’écologie planifiée en Chine).

– Alors que dans le modèle néolibéralisme, la monnaie est créée par la BCE, la réserve fédérale et par extension par les Banques privées et la finalité de l’argent est de s’évaporer dans les spéculations, ce qui détériore le conditions de vie des gens.

Dans un Etat on ne peut pas sauver les gens ET les banques, il y a un choix à faire. Macron a fait son choix de sauver les banques, les Gilets Jaunes veulent sauver les gens !

15- Il y a toujours eu un antagonisme sédentaire/nomade depuis les débuts de l'agriculture.

Le mélange capitalisme néolibéral mondialiste, version moderne d'un nomadisme de riche, reste pour moi, sédentaire, l'équivalent d'un nuage de sauterelle qui s'abat sur une région, bouffe tout puis s'en va autre part répéter l'opération.

16- Le néolibéralisme, n'est pas le libéralisme. Le néolibéralisme, c'est la main mise du capital sur l'Etat, afin de faire fonctionner l'Etat au profit des intérêts privés. C'est pour cela que la manipulation de l'électorat lors de chaque campagne électorale est fondamentale. Il faut qu'il arrive que ce soit un fondé de pouvoir du capital qui remporte l'élection. La possession des médias de masse est donc décisive, et c'est effectivement ce que l'on observe.

Le néolibéralisme n'est donc pas une doctrine libérale au sens classique du terme, en tout cas l'on observe souvent qu'il conduit à des régressions majeures sur le plan des libertés individuelles. Et qu'il développe des moyens de contrôle de la société, qui n'ont rien à envier au système de contrôle des anciens pays de la sphère soviétique, et sont sans aucun doute plus performants vu l'évolution des technologies. En ce sens le néolibéralisme met en place toute une infrastructure d'Etat qui si les populations deviennent une menace pour l'ordre établi (car ce mode de gestion de la société fait exploser les inégalités, et les injustices), permet en dernière extrémité de garder la main, en fermant les yeux sur les dérives fascisantes d'un pouvoir acculé, ou en se compromettant avec un pouvoir de nature fasciste, ou encore en le propulsant carrément à la tête d'un Etat. Le Chili de Pinochet est un exemple emblématique de cette compatibilité entre néolibéralisme et fascisme. Le néolibéralisme n'est donc pas le fascisme, mais il peut très naturellement conduire au fascisme.

17- Les "gilets jaunes" existent sur toute la planète avec des niveaux de pauvreté différents selon les pays dont ils sont les ressortissants : ce sont les laissés pour compte de la "mondialisation heureuse". Heureuse pour une minorité de gens nomades, sautant d'un aéroport à l'autre pour vaquer à leurs affaires ou à leurs loisirs. La majorité est sédentarisée dans des territoires qui se désertifient au profit des mégapoles où vivent les "nomades" et leurs serviteurs.

Aux USA l'on parle de "red necks", ceux qui ont voté pour le milliardaire Trump. Un milliardaire qui a su leur parler...

18- Voici un autre article très éclairant sur le néo-libéralisme. Il a été écrit par Wendy Brown, professeur de sciences politiques de l'université de Californie à Berkeley :

- On peut le résumer ainsi :

La rationalité néo-libérale étendue à l'État indexe le succès de l'État sur sa capacité à soutenir et à nourrir le marché, et attache sa légitimité à son succès en ce domaine. L'État ne doit pas seulement s'intéresser au marché, il doit penser et se conduire comme un acteur du marché. Dans ce contexte, son retrait de certains domaines et la privatisation de certaines de ses fonctions ne sont pas un démantèlement, mais consistent plutôt en une technique de gouvernance.

La gouvernance néo-libérale mine l'autonomie relative de certaines institutions (la loi, les élections, la police, la sphère publique) les unes par rapport aux autres, et l'autonomie de chacune d'entre elles par rapport au marché. Elle s'évertue à faire en sorte que chaque aspect de la vie politique et sociale soit ramené à un calcul économique. Tout doit être optimisé, rationalisé pour la bonne santé du marché. Hors du marché pas de moralité, pas de foi, pas d'héroïsme, voire pas de sens du tout.

L'État doit aussi contribuer d'une manière volontariste à la fabrique du sujet néo-libéral. Dans une société néo-libérale, tout doit être géré comme une entreprise. Chaque individu est responsable de sa vie et l'Etat n'a pas de responsabilité envers lui. Il doit sans cesse calculer ses coûts et ses bénéfices. La citoyenneté politique est réduite à un degré sans précédent de passivité béate. Le citoyen néo-libéral type est celui qui choisit stratégiquement, pour lui-même, entre les différentes options sociales, politiques et économiques. Dans un contexte néo-libéral pleinement réalisé, les citoyens sont tout sauf préoccupés par le bien commun. Ils forment à peine un peuple. La société est atomisée. Le corps politique n'est plus un corps, mais bien plutôt une collection d'entrepreneurs et de consommateurs individuels. Le néo-libéralisme entraîne l'érosion des oppositions politique et la fin de la démocratie libérale, voire de la démocratie tout court.

On voit bien qu'Emmanuel Macron est un parfait adepte du néo-libéralisme. L'Etat de droit, il s'en fout. La République, il s'en fout. La Constitution, il s'en fout. La démocratie, il s'en fout. Par contre, la matraque il aime bien, car il faut contenir le peuple et ses opposants politiques afin que l'État soutienne et nourrisse le marché à tout prix.

Le néo-libéralisme pleinement réalisé n'est pas un fascisme, c'est une sorte de nihilisme autoritaire et mortifère.

19- Sans scrupule, nihiliste et mortifère, le néo-libéralisme est en cela comparable au nazisme décrit par Hermann Rauschning (La révolution du nihilisme, Gallimard, 1939).

20- Le nazisme exterme les "non conforme au système".

Le néo libéralisme conduit les "non conforme" à disparaître. C'est beaucoup plus discret à tel point que ça ne choque pas grand monde, pour un résultat identique. Avec un risque de révolte toutefois dès lors que les "non conforme" atteignent une population critique... (problème auquel se trouve confronté Macron)

21- Nihilisme effectivement dans le sens de détruire tout ce qui fait du lien social et qui pourrait entraver le Marché.

Mais ce Marché est une arène où les renards sont libres de croquer les poules. En effet, ce Marché est organisé par les renards, donc pour que les renards prospèrent au dépend des poules et autres volatiles. Moins les poules sont solidaires, isolées les unes des autres, et plus elles sont faciles à attraper et à croquer.

"Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres" G.Orwell (La Ferme des animaux)

22- Qu'est-ce que le néolibéralisme ? Un programme de destruction des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur par Pierre Bourdieu est en accès libre sur <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>

23- « ... et mises au service du Marché organisé par les renards, pour les renards, et pour leur plus grand profit. »

Tout à fait juste. Dans son article, Wendy Brown a écrit ceci :

« Le fait que « démocratie » soit le terme dont on affuble tant de mesures de politique intérieure ou d'entreprises impériales anti-démocratiques suggère que nous sommes dans un interrègne – ou, plus précisément, que le néo-libéralisme emprunte considérablement à l'ancien régime à des fins de légitimation, même s'il développe et promeut en même temps de nouveaux codes de légitimité. »

Chez nous, il emprunte aussi au régime que l'on doit au centre gauche d'Adolphe Thiers (l'alter ego d'Emmanuel Macron). Ecoutez ce que disait Henri Guillemin à ce sujet :

<https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=415>

« A partir de 1879, ce sont ces affairistes là, ces libéraux là, qui vont être au pouvoir en France et ils vont l'être pour des décennies. Ce sont des gens qui sont costumés en républicains et qui ne pensent en réalité qu'à la protection des grands intérêts. Leur république, c'est la république des riches dirigée par les riches et au bénéfice des riches. »

- Autre extrait éclairant de l'émission d'Henri Guillemin :

<https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=869>

« Le slogan de ces messieurs [Thiers et Gambetta], réconciliés maintenant, c'est "ni réaction, ni révolution" [...] Ca veut dire vigilance absolue quant à l'immobilisme social. On peut faire quelques réformes politiques, des réformes de vocabulaire, bien entendu, mais l'essentiel, c'est-à-dire le gouvernement des riches par les riches, c'est ça l'essentiel. Alors immobilisme social. [...] [Thiers] avait quelques inquiétudes tout de même, parce qu'il était intelligent Thiers, il savait ouvrir les yeux sur la réalité, et il avait dit, toujours en 1877, "Je n'admets pas que l'on distingue entre les classes. Celui qui ne s'attache qu'à une classe est un factieux". Vous ne trouvez pas que c'est assez pimpant de la part de Thiers qui travaillait uniquement pour sa classe, c'est-à-dire pour les riches, et qui disait que ceux qui s'occupent des intérêts des pauvres sont des factieux. »

24- Il est vrai que les socialistes lorsqu'ils font naître des espoirs qu'ils sont incapables de tenir, contribuent à faire le lit de la droite extrême. Mais pire encore, lorsqu'ils n'ont plus de socialiste que le nom et qu'en fait ils se sont convertis à la loi du marché. Première étape cela accouche du macronisme, deuxième étape ?

25- Le PS et LREM sont le centre gauche de l'époque d'Adolphe Thiers.

Petite anecdote amusante racontée par Henri Guillemin :

<https://www.youtube.com/watch?v=4L9g8iBBedE&t=740>

« Ces gens du centre gauche gouvernement, non seulement la France, ils la tiennent entre leurs mains, c'est des républicains pour rire, mais ils gouvernent aussi les hautes sphères intellectuelles. Ils entrent à l'Académie. L'Académie se recrute principalement dans le centre gauche et ils ont leur académie à eux. On a créé une académie, un institut comme on dit, des sciences morales et politiques et ils ont leur école. Aujourd'hui elle a un peu changé, mais à cette époque l'école qu'ils avaient créé à Paris, une école libre, qui s'appelle l'Ecole des Sciences Politiques, ce que l'on appellera plus vulgairement l'Ecole des Sciences Po, c'est une création du centre gauche. C'est pour une préparation de jeunes bourgeois intelligents et qui se destinent en particulier à la diplomatie, et qui sont formés selon ses bons principes. »

TROISIEME PARTIE

- "anti-partis, anti-syndicats et anti-représentants"

LVOG - Face à un pouvoir (une classe) puissamment organisé, fortement hiérarchisé, très discipliné, possédant une conscience de classe déterminée et infaillible, vous prétendez convaincre qui, vaincre qui en vous détournant des enseignements de la lutte de classe du prolétariat mondial des siècles précédents jusqu'à nos jours? Vous commettez la grave erreur politique de les confondre avec ce qu'est devenu le mouvement ouvrier parce qu'il s'en est détourné ou qui les a trahis, et cette ignorance ne peut que contribuer à notre propre perte.

Vous signifiez par là votre manque total de discernement et de logique, vous être aveuglé par votre propre individualisme qui est le produit à la fois de votre condition devenue insupportable et de l'influence qu'exerce sur vous l'idéologie de la classe dominante qui a formaté et maintenant dicte inconsciemment votre mode de penser, votre comportement, à l'instar de nos ennemis vous vous réfugiez dans un déni suicidaire...

Encore la fabrique du consentement, c'est une obsession chez eux.

- « Ce qui relie "gilets jaunes" et lycéens qui manifestaient, c'est que les réformes, d'un côté la hausse des taxes, de l'autre les changements éducatifs avec Parcoursup ont été imposés sans concertation et sans communication », analyse Johnson, un Mantais de 22 ans. Un déficit de consultation que le pouvoir entend désormais corriger. Leparisien.fr

LVOG - Ce qu'il s'agit de "corriger", c'est uniquement le "déficit de consultation" en se livrant à davantage de "concertation" et de "communication" on devrait pouvoir vous imposer toutes ces mesures... réactionnaires, dixit Le Parisien porte-parole de l'oligarchie.

C'était "un conte de fées.

- Selon Inequality.org, par exemple, ceux qui possédaient au moins 30 millions de dollars de richesse à l'échelle mondiale ont connu le taux de croissance le plus rapide de tous les groupes entre 2016 et 2017. La taille de ce club a augmenté de plus de 25 % au cours de ces années-là, pour atteindre 174 800 membres. Ou si vous voulez vraiment comprendre ce qui s'est passé, considérez qu'entre 2009 et 2017, le nombre de milliardaires dont la richesse cumulée était supérieure à celle des 50 % les plus pauvres du monde est passé de 380 à seulement huit.

Après 2008, les gens ont été témoins des milliards de dollars investis dans le sauvetage des banques et autres subventions financières, non seulement par les gouvernements, mais aussi par les grandes banques centrales du monde entier. Théoriquement, les banques privées, par conséquent, auraient plus d'argent et paieraient moins d'intérêts pour l'obtenir. Ils prêteraient ensuite cet argent à l'économie réelle à un meilleur taux. Les entreprises, grandes et petites, puiseraient dans ces fonds et, à leur tour, produiraient une véritable croissance économique grâce à l'expansion, à des embauches massives et à des hausses des salaires. Les gens auraient alors plus d'argent dans leurs poches et, se sentant plus en sécurité financièrement, dépenseraient cet argent pour propulser l'économie vers de nouveaux sommets – et tout, bien sûr, irait alors pour le mieux.

Ce conte de fées a été vendu dans le monde entier. En fait, l'argent bon marché a également poussé la dette à des niveaux historiques et le cours des actions des banques et de nombreuses autres entreprises cotées en bourse ont atteint des sommets.

...la dette mondiale totale a atteint 247 mille milliards de dollars au premier trimestre 2018. Comme l'a constaté l'Institut des finances internationales, les pays empruntaient, en moyenne, environ trois dollars pour chaque dollar de biens ou de services créés. (La bourse, les banques et les citoyens en colère. Source : Consortium News, Nomi Prins, 31-12-2018)

Casino. Faites chauffer la planche à billets !

- (Un internaute) Si ma mémoire est bonne, la BCE a créé en deux ans 2 600 milliards d'euros dont seulement 11% sont allés dans l'économie réelle, le reste dans la spéculation et la finance.

En ce mois de mars 2019, tous les "grands sachants", la BRI – la banque centrale des banques centrales – le FMI, l'OCDE...etc...ont alerté sur un net et inattendu ralentissement de l'économie mondiale. Non sans blague !?

Du coup, au niveau de l'UE, la BCE annonce une nouvelle création de trillions d'euros pour...les banques. Un dernier tour de manège pour l'oligarchie qui va se gaver encore plus avant l'effondrement inévitable.

- Économie proche du bad trip: la BCE redonne un shoot de prêts géants aux banques - Sputnik 11.03

Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, a annoncé que des prêts à très long terme seraient octroyés aux banques européennes à partir de septembre 2019. Une décision qui ne va pas dans le sens d'une normalisation de la politique monétaire. L'économiste Henri Sterdyniak analyse la situation pour Sputnik France.

«La BCE prend acte du contexte économique, avec une croissance qui ne se porte pas bien dans la zone euro. Beaucoup d'indicateurs sont défavorables en Allemagne ou en Italie, sans parler des menaces du Brexit et des crises commerciales impliquant les États-Unis. La BCE a donc décidé de maintenir une politique monétaire extrêmement accommodante.»

L'économiste Henri Sterdyniak n'est pas surpris par les dernières annonces de la Banque centrale européenne (BCE). Le 7 mars, elle publiait son communiqué de politique monétaire. Un document riche d'enseignements où l'on apprenait que, finalement, les taux directeurs resteraient à des niveaux historiquement bas jusqu'à la fin 2019, au moins.

Des renoncements en série

L'institution dirigée par Mario Draghi amorce donc un nouveau virage vers plus de souplesse. Auparavant, la BCE avait annoncé une possible remontée des taux après l'été 2019. Elle a depuis abaissé ses prévisions de croissance à 1,1% en 2019 et 1,6% en 2020, contre une précédente projection à 1,7% pour les deux années. Un ralentissement économique qui l'oblige à changer son fusil d'épaule.

«Plusieurs phénomènes sont à l'action. La BCE est inquiète des conséquences qu'aurait une remontée des taux sur un certain nombre de banques, d'assurances ou d'entreprises. Elles ont pris l'habitude d'être très endettées et une hausse de taux pourrait les mettre en péril. Il faut être clair. Aujourd'hui, les économies capitalistes développées ne sont pas en situation équilibrées. Soit elles ont besoin de déficit public important comme aux États-Unis ou au Japon, soit elles ont besoin de taux d'intérêt extrêmement bas», explique Henri Sterdyniak.

Les tensions commerciales qui font baisser les échanges internationaux frappent le Vieux continent. Le 11 mars, la Banque de France a abaissé sa prévision de croissance pour le premier trimestre 2019, à 0,3%. Pas mieux du côté de la première économie de la zone euro, où l'inquiétude bat son plein. Selon le quotidien Handelsblatt, des responsables du ministère allemand des Finances s'inquiètent d'une possible détérioration de la performance économique en 2019, juste après que le pays ait évité de peu une récession au dernier trimestre de l'année dernière. «Sur le plan interne, le gouvernement fédéral n'attend qu'une croissance de 0,8% en 2019», mentionnerait un document confidentiel du ministère des Finances, selon Handelsblatt.

L'Italie est d'ores et déjà en récession, avec une chute de 0,2% de son PIB au quatrième trimestre 2018. Concernant l'inflation en Europe, la BCE ne table plus que sur 1,2% d'augmentation cette année, 1,5% l'an prochain et 1,6% en 2021, contre respectivement 1,6%, 1,7% et 1,8% annoncés en décembre 2018.

Afin de contrecarrer cette morosité ambiante qui commence à faire tanguer les marchés, la BCE a sorti l'artillerie lourde. Plus précisément, des TLTRO, pour «targeted longer term refinancing operations» (opérations ciblées de refinancement de long terme), vont être octroyés aux banques européennes de septembre 2019 à mars 2021. Ces prêts à très long terme (deux ans) et à taux zéro auront pour objectif de garder des «conditions de crédit favorables».

«Quand vous êtes dans le noir, vous faites de petits pas. Vous ne courez pas, mais vous bougez», a lâché Mario Draghi devant la presse.

Comme le rappelle l'AFP, «en 2016 et 2017, les banques, en premier lieu les plus fragiles d'entre elles, en Italie, s'étaient précipitées sur ce programme baptisé TLTRO».

Une situation insoluble?

Ce retour vers plus de souplesse après quelques velléités de resserrement monétaire ne concerne pas que l'Europe. Fin janvier, la Réserve fédérale américaine (FED) annonçait dans un communiqué mettre fin au cycle de hausse de ses taux directeurs. Entre décembre 2015 et décembre 2018, la FED avait procédé à pas moins de neuf remontées des taux, pour les faire grimper à une fourchette comprise entre 2,25 et 2,5%.

Sa décision de mettre le holà pourrait s'expliquer par quelques mauvaises nouvelles concernant une économie américaine qui est pourtant censée plutôt bien se porter. En plus d'une dette des ménages qui ne cesse de se creuser et qui dépasse désormais les 13.500 milliards de dollars, le déficit commercial des États unis a atteint un record décennal en 2018: 621 milliards de dollars. De plus, le mois de février a vu les créations d'emplois s'effondrer outre-Atlantique. «On peut blâmer le mauvais temps, le contrecoup du "shutdown" [fermeture partielle des administrations américaines, ndr], mais il n'en reste pas moins que c'est un chiffre très bas», a souligné Tom Cahill de Ventura Wealth Management.

La Chine n'est pas en reste. L'Empire du Milieu a enregistré sa progression de croissance la plus faible en 28 ans. Le PIB a augmenté de 6,6% en 2018 et Pékin envisage déjà de lancer un nouveau plan de relance, avec son lot de baisses d'impôts et de subventions hypothécaires, comme le note le site Express Business.

Dans le même site, Steen Jakobsen, l'économiste en chef de la banque danoise Saxo Bank, annonçait en décembre dernier: «La hausse du prix de l'argent et la diminution du montant d'argent disponible, le renversement de la mondialisation et la récente flambée des prix de l'énergie ont mis nos décideurs en échec.» Avant de poursuivre: «Après que la Chine, la Banque d'Angleterre et la FED aient déjà fait marche arrière, c'est maintenant au tour de la BCE —comme c'est prévisible.»

«C'est la logique du capitalisme financier actuel. Il se caractérise par un déficit de demande. Un peu partout, une pression est exercée sur les salaires, les dépenses publiques ou la protection sociale. Des entreprises dégagent beaucoup de profits, mais n'investissent pas en conséquence. Tout ceci produit un déséquilibre de demande que, jusqu'à présent, nous avons réglé par des taux d'intérêt très bas, qui ont eux-mêmes généré des accumulations de dettes. Et l'on ne sait pas très bien comment sortir de cette situation en restant dans le cadre du capitalisme financier actuel», analyse pour sa part Henri Sterdyniak.

D'après Steen Jakobsen, toujours cité par Express Business, «après la crise financière de 2008, le cycle économique a été remplacé par un cycle de crédit, ce qui a eu pour effet de gonfler le cours des actions, sans avoir un impact réel sur l'économie elle-même, tout en engendrant la plus grande inégalité des revenus depuis des générations».

«Après la crise financière de 2008, personne n'a réussi à se faire entendre pour changer de voie. L'importance de la finance n'a pas été limitée. Mais elle est, par essence, foncièrement instable. Il y a des déséquilibres très difficiles à résorber. Un monde où il y a trop d'actifs financiers est un monde fragile, nous le voyons aujourd'hui. Les banques centrales n'arrivent pas à revenir à la normale, c'est-à-dire proposer des taux d'intérêt de l'ordre de 3 à 4%, sans mettre en péril beaucoup d'acteurs économiques comme des entreprises ou des banques. Personne, actuellement, n'a la capacité de rétablir la situation en proposant un plan cohérent qui supposerait d'agir à la fois sur les politiques monétaire, budgétaire et salariale. Cela remettrait en cause le niveau de rentabilité exigé par les actionnaires ce qui n'est, bien sûr, pas envisageable», explique Henri Sterdyniak.

«Bienvenue dans la grande finale de l'"extend and pretend" ("continuez et faites comme si de rien n'était"), la plus misérable expérience monétaire de l'histoire», lance de son côté Steen Jakobsen à Express Business.

Les principales économies de la planète seraient-elles condamnées à rester droguées à l'argent pas cher et aux injections de liquidité? Henri Sterdyniak n'est pas très optimiste. Il appelle à un vrai changement de paradigme économique:

«Je pense que l'on maintiendra des taux d'intérêt extrêmement bas. Cette situation risque de perdurer très longtemps et avec elle le très fort endettement de certains États et entreprises. Ce n'est pas satisfaisant, mais l'on voit mal qui aurait la volonté et les moyens de proposer autre chose. Par exemple, on pourrait tenter d'impulser le crédit autrement et de manière utile pour la transition énergétique, les besoins sociaux et l'emploi. Mais ce n'est pas au sein des banques centrales ou privées qu'une telle idée fera son chemin. Le problème, aujourd'hui, c'est que même avec des taux bas, les banques ne fournissent pas assez de crédit et surtout de crédit utile. Il faut remettre en cause la rentabilité trop élevée accordée aux actionnaires et aux marchés ainsi que la distribution de crédit uniquement sur des critères purement financiers et non pas sociaux.» Sputnik 11.03

Commentaire d'un internaute.

- *"Une fois admis que l'objectif de l'oligarchie est de soutenir la bulle le temps qu'il faudra pour se débarrasser du bas peuple (tous au régime grec), on comprend immédiatement le sens de ces injections de liquidité. Lorsque les peuples seront à terre et dans l'incapacité de se révolter, ils pourront cesser leurs injections, et laisser éclater la bulle. Les spéculateurs non avertis vont dégringoler, seuls ceux qui auront placé dans des biens tangibles s'en sortiront. Et les ultra riches disposeront de la quasi totalité des ressources. Pour eux seuls."*

Mon analyse (LVOG).

On peut dire les choses de cette manière-là, la crise du capitalisme constituait une réelle menace pour eux parce qu'elle alimentait la lutte de classe du prolétariat, mais une fois cette dernière suffisamment dévoyée ou neutralisée, il leur sera possible d'instaurer leur nouvel ordre mondial totalitaire.

Marx et Engels n'ont pas pêché par excès d'optimisme en estimant qu'il serait possible d'en finir avec le capitalisme au détour du XXe siècle, le développement du mouvement ouvrier permettait de l'envisager sérieusement, cependant ils négligèrent au moins deux facteurs qui allaient s'avérer décisif pour contrecarrer cette prévision, le faible niveau de conscience des exploités, et la capacité du capitalisme à poursuivre son expansion à l'échelle mondiale.

Les faiblesses du prolétariat mondial allait se traduire de différentes manières que l'on peut résumer ainsi, chaque thème nécessitant d'être développé par ailleurs :

- Seule une minorité d'ouvriers étaient organisés, les couches supérieures ou les plus privilégiés, donc les plus enclines à être manipulées ou à subir l'influence de l'idéologie de la classe dominante, d'autant plus qu'ils n'avaient acquis qu'une conscience de classe élémentaire ;
- Il suffira de satisfaire certaines de leurs revendications sociales pour les diviser et briser leur mobilisation, la majorité s'en contentant ;
- Leurs dirigeants étant issus de la petite-bourgeoisie, ils étaient encore plus vulnérables et corruptibles ;
- Pour favoriser le développement du capitalisme, l'Etat se dotera d'un puissant secteur public auquel il attribuera des privilèges, en contrepartie, les fonctionnaires détachés du reste du prolétariat seront amenés à se comporter en sujets dociles de leur maître, en piliers du régime destinés à en assurer le bon fonctionnement autant que la stabilité ;
- Le développement du mouvement ouvrier ayant perdu de vue l'objectif de l'émancipation du salariat, il exploitera l'hétérogénéité du prolétariat pour contribuer à renforcer les inégalités existant entre les travailleurs au lieu de les combattre. Il favorisera le corporatisme au détriment de la fraternité ou de la solidarité entre toutes les couches de travailleurs ;
- Les dirigeants du mouvement ouvrier se servira de la mobilisation de la classe ouvrière pour lui imposer la collaboration de classes, qui caractérisera les rapports entre les capitalistes et le mouvement ouvrier, et servira à faire passer des mesures ou des lois, qui au lieu d'atténuer la division entre exploités la renforcera, on peut même affirmer que sans cette condition ses dirigeants vendus n'auraient pas pu maintenir très longtemps leur contrôle sur le mouvement ouvrier ;
- Le développement des sciences et des technologies associées au développement des forces productives facilitera la production industrielle à grande échelle de biens d'équipement, qui combinée à l'accès au crédit les rendra accessibles à la plupart des ouvriers, de telle sorte que leur condition de vie leur apparaîtra plus supportable par rapport à celle des générations précédentes, miracle qu'ils attribueront au capitalisme, et qui contribuera un peu plus à individualiser leur condition et leur mode de penser, ainsi qu'à renforcer les inégalités qui existaient entre eux.
- Les faiblesses de la nature humaine associées au fardeau de l'inertie de l'histoire correspondant à des milliers d'années d'exploitation de l'homme par l'homme les porteront à se satisfaire d'améliorations partielles de leur condition, l'homme ayant la faculté de s'adapter aux rudes ou imprévisibles conditions que la nature peut lui imposer, s'accommodera du destin que le capitalisme lui a réservé ;
- D'un pays à un autre le mouvement ouvrier n'avait pas atteint le même degré de développement ou il demeurerait quasiment inexistant ou à l'état embryonnaire dans les trois quarts des pays du monde ;
- Selon Lénine dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, la victoire du réformisme au sein du mouvement ouvrier sera de brève durée... Or, il ne cessa d'accentuer son emprise sur le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours, le stalinisme prenant le relais de la social-démocratie. En tant qu'idéologie du capital destinée à s'opposer à l'idéologie du travail, le socialisme, de nos jours le réformisme survit dans les esprits même s'il n'a plus aucune base objective, ce qui s'explique par le fait qu'en l'absence d'une représentation politique ou d'un parti qui incarnerait le socialisme et serait reconnu comme telle par les militants du mouvement ouvrier ou à défaut de toute issue politique crédible à la crise du capitalisme, il incarne les illusions ou la résistance de manière déformée de la classe ouvrière à la régression sociale sans fin à laquelle la survie du capitalisme la destine. C'est ainsi que depuis près de 40 ans, le mouvement ouvrier

n'est parvenu à arracher aucune réforme sociale collective, et chaque fois qu'il se mobilisa, soit il obtint des miettes pour les travailleurs en échange d'importantes concessions aux capitalistes, soit il s'agit de victoires partielles sans véritable portée ou annulées peu de temps après.

Quant aux facultés du capitalisme de s'en sortir, on notera :

- Les forces productives ne cessèrent pas de croître du début du XXe siècle à nos jours, contrairement à ce que certains prétendirent en déformant les analyses de Lénine ou de Trotsky, qui avaient observé qu'elles connaissaient des périodes de stagnation et de croissance.

- Contrairement à ce qu'affirmèrent par la suite leurs disciples autoproclamés, suite à l'exportation massive de capitaux de nouveaux marchés se développèrent, la mondialisation du capitalisme ne s'étant pas achevée au début du XXe siècle. Que le marché mondial soit limité ou qu'il est atteint ses limites à un moment donné est une chose, mais cela ne signifiait nullement qu'il était condamné à ne pas connaître de nouvelles périodes d'expansions.

- En remettant en cause la convertibilité du dollar en or en 1971, l'oligarchie anglo-saxonne s'octroyait le pouvoir d'inonder le monde de dollars ou de recourir à la planche à billets sans limite, ce qui devait lui assurer la suprématie financière sur tous les marchés dans un premier temps, et politique plus tard. Autrement dit, la fabrication de la monnaie ainsi désindexée de l'économie réelle ou productive, produite sans aucune contrepartie matérielle, rompait avec les lois de fonctionnement du capitalisme qui continuaient malgré tout de régir l'ensemble de l'économie mondiale, introduisant dans l'économie un facteur de type mafieux, parasite, déstabilisateur et destructeur du capitalisme totalement hors de contrôle, ce qui leur permettrait d'accroître leur fortune et leur pouvoir politique dans des proportions monstrueuses.

- Une fois devenus les maîtres incontestables de l'économie mondiale, ils allaient vampiriser, piller l'économie de pays ou continents entiers, en prendre le contrôle, y déclencher des crises sociales et politiques (et au besoin le chaos, des guerres, guerres civiles, génocides, famines, épidémies, etc.), planifier la dérégulation financière, en imposant à l'ensemble des acteurs économiques mondiaux des règles, des principes, des lois contraignantes assorties de lourdes amendes ou bannissement du marché, qu'ils ne respecteraient pas eux-mêmes cela allant de soi, en passant par la création d'institutions ou d'instruments financiers sophistiqués et opaques destinés à la spéculation effrénée, ce qui leur permettrait de manipuler chaque crise du capitalisme et d'en tirer un gigantesque profit, au point qu'une poignée d'oligarques possèdent dorénavant l'équivalent des richesses de plus de la moitié de la population mondiale, un pouvoir sans équivalent dans le passé.

- Tout au long du XXe siècle à nos jours, à aucun moment le capitalisme ne fut réellement menacé par une crise économique ou financière, y compris en 1929 aux Etats-Unis, encore moins en 2008, l'heure et la date, le lieu, les conditions dans lesquelles ces crises devaient éclater, quels devaient en être les principaux acteurs et bénéficiaires, quelles devaient en être les victimes, quelles en seraient les conséquences sociales et politiques fut programmé par l'oligarchie anglo-saxonne, chacun peut le vérifier sur Internet ou se référer aux documents que j'ai mis en ligne dans le portail qui le prouvent. Et chaque crise (et guerre) leur permirent d'accroître leur fortune et leur pouvoir politique sur les Etats et l'ensemble des acteurs économiques, de la société.

Ceux qui espèrent encore un effondrement du capitalisme tel que l'avait envisagé les marxistes peuvent attendre indéfiniment. Ils ont un siècle de retard et détournent le marxisme. Ils sont incapables ou refusent d'intégrer dans leurs analyses les facteurs que nous avons énumérés et qui n'existaient pas au XIXe siècle ou durant le premier quart du XXe siècle.

L'oligarchie est lancée dans une course de vitesse avec le prolétariat mondial qu'elle veut asservir définitivement.

Cela dit, l'oligarchie ne peut pas liquider le capitalisme du jour au lendemain à l'échelle mondiale, elle peine même à en prendre le contrôle total parce qu'il s'est développé à des rythmes et des niveaux différents selon les pays, d'où notamment la guerre permanente qu'elle mène à la Russie et à la Chine qui sont de grandes puissances pour les intégrer totalement dans leur stratégie, mais aussi aux pays de l'UE les plus développés dont la France et l'Allemagne, pour lui substituer un système économique qui ne soit plus basé sur la dialectique des rapports entre valeur d'usage et valeur d'échange dont les contradictions conduisent le

capitalisme à la faillite et constituent une menace pour son existence, mais doit reposer uniquement sur sa volonté d'imposer sans partage son hégémonie ou son régime totalitaire à l'ensemble des classes et de l'humanité sur la base du pouvoir économique et politique qu'elle a acquis et que personne ne peut concurrencer, lui assurant une légitimité qu'elle estime incontestable et qu'elle refuse à quiconque de critiquer ou de contester.

On aura compris que pour y parvenir, elle doit au préalable neutraliser, briser la résistance du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et des classes moyennes, d'où la guerre incessante qu'elle leur livre en parasitant leur combat en les détournant de leurs aspirations ou besoins sociaux collectifs ou démocratiques pour mieux les diviser et les affaiblir, afin qu'elles ne parviennent pas à s'unir et à poser la question de l'Etat ou du pouvoir politique ou ne trouvent pas la voix du socialisme.

La liste des arguments que j'ai fournis ici à l'appui de ma théorie est très incomplète, mais elle est suffisante pour en démontrer la cohérence ou le sérieux, je n'ai pas le temps de m'y attarder plus longtemps.

Macron est très pressé d'appliquer la suite de son programme, l'oligarchie l'exige. De notre côté, si nous ne réagissons pas immédiatement ou si nous continuons comme par le passé à nous traîner à la traîne des événements, à perdre notre temps en polémiques ou en palabres inutiles, nous perdrons définitivement la guerre de classes. Et si vous n'en êtes pas convaincus, dites-vous bien que de nombreuses générations avant nous avaient déjà dû en faire le constat pour l'avoir vécu durant toute leur existence. Si ma contribution politique ne devait servir à rien, ce que je pense, elle aura au moins le mérite d'avoir exprimé mon refus à titre personnel de cautionner un tel destin, d'en partager la moindre responsabilité.

Acte XVII

- Gilets jaunes: la mobilisation au plus bas pour l'acte XVII - Le HuffPost 09.03

Ce samedi 9 mars, moins de 30.000 manifestants sont descendus dans les rues du pays, à une semaine d'une date cruciale pour le mouvement.

Programme avorté à Paris, éclatement des revendications et des cortèges, mais des manifestants qui ne "lâchent rien": le mouvement des gilets jaunes peinait à trouver un nouveau souffle samedi 9 mars pour son acte XVII, une semaine avant sa mobilisation cruciale pour la fin du grand débat.

Après presque quatre mois de manifestations hebdomadaires, le mouvement semble déjà tourné sur sa grande journée nationale du 16 mars. "On se prépare pour samedi prochain, ça va être gros", promet Christian, 67 ans, près des Champs-Élysées. L'acte 18 du mouvement aura lieu le lendemain de la fin officielle du grand débat et espère rassembler "la France entière à Paris" pour lancer un "ultimatum" au gouvernement.

À une semaine de cette date cruciale, les gilets jaunes espèrent retrouver l'esprit des débuts du mouvement, lorsqu'ils avaient rassemblé 282.000 personnes sur les ronds-points et dans la rue le 17 novembre. Ils n'ont toutefois pas réussi à imposer leur tempo samedi à Paris.

Ils promettaient d'occuper le Champ de Mars tout le week-end, mais le projet a tourné court : les forces de l'ordre ont empêché toute installation près de la Tour Eiffel dès vendredi soir. A défaut, une poignée de gilets jaunes, dont Priscillia Ludosky, se sont rassemblés avec des militants écologistes sous le monument dans la matinée.

Quant à la manifestation qui promettait de faire "converger toutes les mobilisations" dans les rues de la capitale samedi, elle a finalement provoqué une scission des manifestants. Au lendemain de la journée internationale des droits des femmes, un cortège emmené par des assistantes maternelles, vêtues de gilets roses, de femmes mobilisées contre les violences sexistes et arborant du violet, et de syndicats, ont fait plusieurs kilomètres dans Paris sur un parcours autorisé, avant de se disperser vers 16H00 sans incident. Des Teletubbies et un flashmob raté

Pendant ce temps, plusieurs centaines de gilets jaunes ont préféré rester massés en haut des Champs-Élysées. Après quelques tensions sporadiques -des grenades lacrymogènes répondant à des projectiles- les

forces de l'ordre commençaient à utiliser des canons à eau en fin d'après-midi pour disperser progressivement les manifestants.

"C'est une manif de Teletubbies aujourd'hui", soupirait Toufik à Paris. Ce trentenaire n'avait pas l'intention de rester mobilisé tout le week-end, sans pour autant vouloir jeter l'éponge. "Si on s'arrête, on va retourner dans l'anonymat". Globalement calme, la mobilisation parisienne a donné lieu à des incidents sporadiques, entraînant des jets de gaz lacrymogènes et 13 interpellations selon la préfecture de police. A l'aéroport de Roissy, des "gilets jaunes" ont protesté en dansant contre le projet de privatisation d'Aéroports de Paris, sous le regard amusé des touristes.

En régions, le mot d'ordre restait le même : "on lâche rien", comme le chantaient des manifestants à Bordeaux, selon un journaliste de l'AFP. A Toulouse, autre foyer de la contestation, plusieurs dizaines de femmes ont pris la tête du cortège de plus d'un millier de "gilets jaunes", en scandant des slogans féministes en début d'après-midi. Ambiance tendue à Nantes, Montpellier et au Puy-en-Velay

Ratée à Paris, la convergence s'est en revanche opérée à Nice, où des assistantes maternelles et leurs gilets roses ont rejoint la foule en jaune. "On n'est pas entendus donc on continue", a expliqué Anne à Quimper, dans un cortège d'un millier de personnes. Pour cette ambulancière bretonne de 55 ans, le pouvoir d'achat reste la revendication numéro un. "Aujourd'hui tout le monde devrait pouvoir vivre de son salaire, de sa retraite ou d'une pension adulte handicapée".

D'autres manifestations se déroulaient sans incident majeur à Lyon, Saint-Brieuc, Caen, Rouen, Dijon, Lille, Strasbourg ou Nancy. L'ambiance était plus tendue à Nantes, Montpellier ou encore au Puy-en-Velay, selon plusieurs journalistes de l'AFP. Environ 2.000 personnes ont défilé dans les rues du chef-lieu de la Haute-Loire, avec parfois des projectiles lancés sur les forces de l'ordre. Le HuffPost 09.03

Sur la situation au Venezuela.

- Dans un Venezuela toujours sans électricité, Guaido promet de "marcher sur Caracas" huffingtonpost.fr 10.03

"Attaque cybernétique" Les autorités vénézuéliennes ne fournissent jamais de chiffres concernant les manifestations. Simultanément, des milliers de partisans du régime, en rouge, écoutaient le président Nicolas Maduro, qui a dénoncé une nouvelle "attaque cybernétique" qui aurait empêché de rétablir l'électricité à travers le pays.

"Aujourd'hui, 9 mars, nous avons avancé à près de 70% (dans le rétablissement de l'électricité) lorsque nous avons reçu à la mi-journée une autre attaque cybernétique visant une des sources d'énergie qui fonctionnait parfaitement. Cela a annulé tout ce que nous avons réalisé", a expliqué Nicolas Maduro, juché sur une estrade. La quasi-totalité du pays est affectée et le courant revenu samedi matin dans la capitale Caracas avait de nouveau disparu dans l'après-midi.

Selon le ministre de la Communication Jorge Rodriguez, la panne d'électricité a été déclenchée jeudi par une première "attaque cybernétique contre le système de contrôle automatisé" de la centrale hydroélectrique de Guri, dans le sud-est du pays, qui fournit au Venezuela 80% de son électricité.

Le gouvernement, sous pression depuis des semaines, a affirmé qu'il fournirait à l'ONU "des preuves" d'une responsabilité de Washington dans cette panne géante, la pire jamais connue par le pays. Ces informations seront remises à une délégation du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme qui est attendue dans quelques jours à Caracas, a déclaré le ministre de la Communication.

LVOG - Et la fausse information devenue classique en provenance "d'experts"

Nombre d'experts attribuent la panne à un manque d'investissements du gouvernement dans l'entretien des infrastructures.

- Venezuela: rassemblements pro et anti-gouvernement après la panne géante - AFP 10.03

- Juan Guaido a répété qu'il était prêt à autoriser une intervention militaire étrangère, se référant à la Constitution - "L'article 187, lorsque viendra le moment", qui autorise "des missions militaires vénézuéliennes à l'extérieur ou étrangères dans le pays". [huffingtonpost.fr 10.03](https://www.huffingtonpost.fr/2019/03/10/juan-guaido-intervention-militaire-etrangere/)

Après les oligarques philanthropes, le fascisme "*charismatique*".

- "charismatique leader, Juan Guaido." - [euronews 10 mars 2019](https://www.euronews.com/fr/2019/03/10/charismatique-leader-juan-guaido)

QUATRIEME PARTIE

- Zola contre la Commune - revue-ballast.fr 09.03.2019

Les éditions Nouveau monde ont publié en juillet 2018 les articles d'Émile Zola, alors journaliste et jeune romancier, sur la Commune de Paris. Si la haine que vouèrent Flaubert, George Sand, Anatole France ou Edmond de Goncourt à cette séquence essentielle du socialisme européen est bien connue¹, celle de Zola, figure incontournable du panthéon progressiste, l'est assurément moins. En bon républicain de la gauche libérale, Zola a pourtant opposé le « majestueux Paris » à « l'ordure révolutionnaire » et passé les 72 jours qu'a duré cette révolution — ennemie, selon les propres mots de son Conseil, « de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges » — à trépigner : que l'armée fasse place nette, vite ! Par Émile Carne

« Le mot de gauche a donc un contenu certain. Mais ce contenu signifie d'abord non-révolutionnaire². »
Dionys Mascolo

Émile Zola vient de fêter ses 31 ans. Il publie, sous forme de feuilleton dans la presse, les chapitres qui constitueront, dans quelques mois, le volume inaugural des Rougon-Macquart. Le jeune écrivain connaîtra son premier succès de librairie dans six ans, avec L'Assommoir — pour l'heure, il multiplie les contes, les nouvelles, les chroniques et les articles, entre un premier roman et une étude sur le peintre Manet. Nous sommes au mois de mars 1871 et la France sort vaincue d'une guerre contre la Prusse. L'Empire, second du nom, a rendu l'âme à Sedan et Napoléon, troisième du nom, s'en est allé en exil ; la République a été proclamée voilà six mois et les dernières élections ont vu les bancs de l'Assemblée se remplir de monarchistes — le groupe parlementaire situé le plus à gauche, l'Union républicaine, n'a remporté que 6 % des suffrages. Zola œuvre alors comme journaliste pour deux périodiques : La Cloche et Le Sémaphore de Marseille. Du 22 mars au 18 avril, il se trouve à Versailles, siège de l'Assemblée depuis qu'elle a quitté la toute républicaine capitale ; du 19 avril au 7 juin, il séjourne dans cette dernière, en plein écrasement des communards par l'armée du régime.

D'aucun côté, sinon celui de l'ordre

« Le drapeau rouge a été vu, flottant place de la Bastille. Une prison a été attaquée pour libérer des détenus politiques. »

Le drapeau rouge a été vu, flottant place de la Bastille. Une prison a été attaquée pour libérer des détenus politiques. Des armes et des munitions ont été volées. Le pouvoir a annoncé de nouvelles lois, vécues par l'humble peuple de Paris comme autant de provocations : la solde journalière des gardes nationaux a été supprimée et le moratoire sur les loyers impayés et les échéances des petits commerces, instauré durant le siège de la ville par les forces allemandes, n'a pas été prolongé. Adolphe Thiers, chef de l'État et du gouvernement, a exigé des Parisiens qu'ils rendissent les canons et envoyé ses soldats pour ce faire ; les travailleurs ont refusé, les tenant pour leurs, et sont parvenus à les repousser hors de Montmartre. Et voilà que des barricades s'érigent ! Blanqui se voit sitôt embastillé, de crainte, par trop légendaire qu'il est déjà, qu'il ne prenne la tête de la révolte ; la troupe investit Paris ; des soldats refusent d'obéir et baissent les armes ; deux généraux sont fusillés ; la troupe se replie à Versailles et Jules Vallès, de sept ans l'aîné de Zola, se félicite dans Le Cri du peuple, son journal, que Paris se soit ainsi « reconquis ».

Thiers s'enfuit dans l'ancienne ville royale, emportant dans sa traîne son lot de bourgeois ; les faubourgs se dépaient ; l'Hôtel de Ville — lieu central du pouvoir parisien — tombe entre les mains des insurgés : le

drapeau rouge est hissé le 18 mars. Le Comité central annonce que la cité accomplit là une révolution. Le 21, il fait savoir que les propriétaires ne peuvent plus expulser leurs locataires jusqu'à nouvel ordre, proroge d'un mois les échéances des petits commerces et suspend la vente des objets engagés au mont-de-piété. Le 26, il organise des élections : les Parisiens choisissent ainsi les membres du Conseil de la Commune. Trois jours plus tard sont formées neuf commissions, chapeautées par la Commission exécutive : Jules Vallès et Gustave Courbet (dont Zola tourne en ridicule sa peinture grasse de paysan et promet que « dans cent ans, les ateliers en riront encore³ ») y siègent. Le 2 avril, la Commune actera la séparation de l'Église et de l'État.

Zola revendique sans délai sa position : il ne soutient ni « les factieux », ni « les intolérants aveugles de l'Assemblée ». La situation relève à ses yeux « de la folie pure ». Versailles, déplore-t-il, considère Paris comme un repaire de bandits, un ensemble homogène juste bon à passer par les armes — et Zola ne se prive pas de dénoncer « la folie furieuse de la droite » et la « joie délirante » qui est sienne à l'idée d'écraser la capitale. L'Assemblée, à laquelle il se rend en vue de restituer les débats, ressemble, estime-t-il, à une bête qui ne raisonne pas et qu'il conviendrait de dompter. Instinctivement, il avoue se montrer plus favorable à « cette grande et noble ville » qu'est la capitale et confie même qu'il « ne [lui] déplaît pas que Paris ait affirmé par une insurrection ses volontés ». Mais le projet révolutionnaire porté par la Commune le révolte, et c'est à grand renfort d'injures qu'il en fait le portrait de jour en jour. Une sottise, une ordure, une immondice, un « rêve malsain », « grotesque et odieux, ridicule et terrifiant », qui n'a qu'un mérite : être voué à la malédiction future. L'écrivain affiche dès lors la même obsession : que « l'ordre [soit] rétabli ». Et cela, seule l'Assemblée nationale, fusse-t-elle largement de droite, le peut.

Folie contre bon sens

« L'écrivain affiche dès lors la même obsession : que "l'ordre [soit] rétabli". »

La folie : motif de cette série d'articles. Celle des protestataires parisiens, abondamment décrits sous sa plume comme autant de « misérables fous », « têtes folles », « têtes mal construites », cerveaux « détraqués », « pauvres fous » ou « pauvres hallucinés » (quand ils ne sont pas des « dictateurs », des « nains imitateurs », des « pygmées », des « brutes », des « bouffons », des « bandits », des « moralistes de doctrine nuageuse » ou des « intrigants éhontés »). Face à cette horde, le peuple anonyme, silencieux, otage des « mensonges » et des « mesures odieuses » du nouveau pouvoir révolutionnaire. Une « population saine », composée de « gens de bon sens », en proie au règne de terreur de la Commune. Celle-ci, accuse Zola, viole la propriété, outrage la conscience et la liberté individuelle. Épaulés par des « mercenaires cosmopolites », les révolutionnaires répandent leurs « doctrines fausses » : parodie de 1793 que voici, « anarchie sépulcrale », « révolution mélancolique et funèbre ». Zola ne se prive pas d'ironiser sur les passions humanitaires du soulèvement : à quand la proclamation de l'abolition du bagne ?

Thiers : « le génie français »

Adolphe Thiers va sur ses 74 ans. Avocat, journaliste et historien, l'ancien ministre de l'Intérieur occupe le siège 38 de l'Académie française (l'Immortel n'avait pas démerité, écrasant les canuts révoltés, à Lyon, en 1834). L'homme, surnommé « Foutriquet » par Paris, a troqué ses vues monarchistes de jeunesse pour celles de la gauche dite « modérée ». Si Vallès le dépeint en « vautour à tête de perroquet, taupe à lunettes, polichinelle tricolore », Zola loue, à longueur de feuillets, son « influence conciliatrice » et sa « calme et froide figure ». Plus encore : « Je n'ai plus d'espérance qu'en lui. Pour ma part, je crois que M. Thiers se contentera de se montrer tolérant et pratique, et qu'il prendra tout simplement Paris d'assaut par son bon sens et son esprit de liberté. » Le 16 mai, soit cinq jours avant que ne débute la Semaine sanglante — entendre le massacre de 7 à 30 000 communards, selon les sources historiques —, Zola informe son lecteur des émotions qui le submergent : la Commune a annoncé par décret la démolition de la demeure de Thiers, et c'est là « une grande désolation ». Pour cause : elle venait d'être réparée et les déblais s'entassaient à présent sur les gazons et perturbent les feuillages en cette « fraîcheur printanière ». Un émoi confirmé dans son dernier article, en date du 3 juin : « Je me suis inquiété de la maison de M. Thiers. »

« Un coup d'audace, pour l'amour de Dieu ! et pas tant de prudence ! », supplie Zola, qui n'en peut mais. « Dieu veuille que demain je puisse vous écrire : tout est fini, on n'a plus qu'à laver le sang des pavés », ajoute-t-il encore. Bien sûr, il en appellera jusqu'au bout à la conciliation et déplorera le sang inutilement versé. S'il espère la bataille finale, s'il la désire, écrit-il même, ce n'est pas sans un frisson d'effroi — son cœur ne se serrera-t-il pas lorsqu'il marchera dans les rues de Paris, au son déplaisant des balles au loin,

toutes sanguinolentes de cadavres troués ? Il faut que l'armée intervienne sans plus tarder pour délivrer Paris et sauver l'humanité autant que le salut de la France. Rien moins. Son seul réconfort, face à celle qu'il raille sous le nom de « dame Commune », est que cette expérience tragique sauvera la nation des révolutions futures et « fera maudire » la mémoire des insurgés « dans les siècles ». Zola peste contre les communistes, les « socialistes modernes », le « parti rouge » et l'Association internationale des travailleurs, daube Marx, ce « grand pontife de l'Internationale », dénonce les étrangers désireux de tester sur le corps de la France leurs idéologies égalitaires. « Ce qu'ils laisseront dans l'histoire, eh ! ne le voient-ils pas ? ce sera une tache de sang et de boue », croit prophétiser le romancier — la Commune « ne laissera rien qui marque son passage ». Et l'armée d'entrer par la Porte de Saint-Cloud le 21 mai — la dernière barricade tombera le 28. Zola se félicite de sa « remarquable habileté » et de son « élan admirable ». Pendant que les combats font rage, il note : « L'armée a bien mérité de la patrie » ; puis, bon professeur, se félicite de ce « résultat excellent ». Le massacre achevé, l'ordre rétabli, Zola peut enfin s'enorgueillir que « notre armée a[it] retrouvé sa gloire militaire ». Et, croyant à tort Vallès fusillé, notre homme ne cache pas sa joie : justice a été faite !

« Entre républicains et monarchistes il n'existe de sérieuse dissidence que sur les moyens de tondre le troupeau4... », notera le communard Gustave Lefrançais, réfugié en Suisse et condamné à mort par contumace. Fils de la moyenne bourgeoisie et futur propriétaire d'une villa en bord de Seine, Zola restera ce républicain bon teint, libéral et progressiste : « un bourgeois de gauche5 », résumera la Revue française de science politique au mitan des années 1950. 14 ans après l'écrasement de la Commune par la Troisième République paraîtra *Germinal* ; Zola, qui appellera toutefois à l'amnistie des insurgés, prendra sitôt soin de rassurer les esprits inquiets : ce roman est « une œuvre de pitié, et non une œuvre de révolution6 ». Cinq ans plus tard, encore, soit huit avant « J'accuse ! », l'écrivain, bientôt chevalier de la Légion d'honneur, confiera à quelque journaliste du *New York Herald Tribune* que « la spéculation est une bonne chose, sans laquelle les grandes industries du monde s'éteindraient7 ». Puis de s'en prendre aux « grognements et [aux] grommellements émanant des centres socialistes », pour mieux conclure : « Alors arrêtez de parler de l'égalité ! La liberté, oui ; la fraternité, oui ; mais l'égalité, jamais ! »

NOTES

1. On lira notamment *Les Écrivains contre la Commune* de Paul Lidsky (La Découverte, 2010).
2. Sur le sens et l'usage du mot « gauche », Éditions Lignes, 2011.
3. Toutes les citations de Zola, sauf mention, sont extraites du recueil d'articles *La Commune*, Éditions Nouveau monde, 2018.
4. Gustave Lefrançais, *Souvenirs d'un révolutionnaire*, tome 2, Éditions Ressouvenance, 2009.
5. Marcel Girard, « Positions politiques d'Émile Zola jusqu'à l'affaire Dreyfus », *Revue française de science politique*, n° 5, 1955, pp. 503-528.
6. Cité par Marcel Girard, *Ibid.*
7. Entretien conduit le 20 avril 1890, cité par Jean-François Revel, *La Grande parade — Essai sur la survie de l'utopie socialiste*, Plon, 2000.

LVOG - Je n'ai jamais été fan de Zola. Voilà qui me le rend encore moins sympathique...